

Sifi Ghrieb l'affirme :

«Le gestionnaire est au cœur des priorités de l'Etat »

P-03

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Dimanche 28 Décembre 2025//N° 1237// PRIX 20DA

700 entreprises valorisent l'excellence à la 33^e FPA

CAN 2025 (Groupe E) :

P-12



Algérie-Burkina Faso,
le premier vrai test
des Verts ce soir

Succès éclatant pour le « Made in Algeria »

p- 02



Plus de 700 entreprises nationales valorisent l'excellence à la Foire de la production algérienne (FPA), couvrant l'industrie, l'agroalimentaire, l'électronique, la cosmétique et bien d'autres secteurs, tout en ouvrant de nouvelles perspectives d'exportation et de compétitivité sur les marchés internationaux.

Il affirme « ne pas vouloir être associé à ses positions », Agour Mehenni désavoue son père

P-04

A l'occasion du 68^e anniversaire
de sa disparition

P-16



Hommage
à Abane
Ramdane
à
Larbaa
n'Ath
Irathen

Hosni Kitouni s'exprime sur la loi criminalisant le colonialisme :

« Notre mémoire n'est ni négociable ni révisable »

Pour Hosni Kitouni, la loi marque une affirmation de souveraineté sur l'histoire nationale et pose les bases d'un dialogue plus transparent avec Paris, jusqu'ici limité à des gestes symboliques. Kitouni inscrit la question de la mémoire au cœur du débat politique contemporain.

P-04



700 entreprises valorisent l'excellence à la 33^e FPA

Succès éclatant pour le « Made in Algeria »

■ Par Amel B.

Avec plus de 700 entreprises nationales, entre publiques et privées, la 33^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) couvre l'ensemble des secteurs économiques, dont l'industrie militaire, l'énergie, la chimie, la manufacture, l'agroalimentaire, l'électronique, l'électromécanique et la mécanique, le pharmacéutique et la cosmétique. Du 18 au 27 décembre, cette manifestation économique incontournable met à l'honneur le « Made in Algeria » dans toute sa diversité. Cette édition, qui se tient du 18 au 27 décembre au Palais des expositions, a connu un bond exceptionnel, tant en termes de superficie d'exposition que de nombre d'exposants. La superficie d'exposition est passée à plus de 40 000 mètres carrés, contre environ 29 000 mètres carrés lors de l'édition de 2024, soit une progression de 40%. En revanche, une augmentation de plus de 30% du nombre d'exposants a été constatée comparativement avec l'édition de l'année dernière. La Foire de la production algérienne est devenue un véritable baromètre du développement industriel en Algérie, reflétant la capacité des entreprises locales à innover, à améliorer la qualité de leurs produits et à répondre aux besoins du marché national mais aussi à conquérir des marchés internationaux. Une occasion de mettre en évidence l'émergence de marques locales compétitives et la montée en qualité de la production nationale, de quoi permettre une réduction significative des importations et une montée en puissance sur les marchés régionaux et internationaux. C'est le cas notamment dans l'industrie de l'électroménager qui connaît un essor important avec des entreprises locales capables de produire des appareils de qualité adaptés aux besoins du marché national, tout en réduisant la dépendance aux importations. Dans ce secteur, Condor, qui se distingue par ses appa-

La Foire de la production algérienne est devenue un véritable baromètre du développement industriel en Algérie, reflétant la capacité des entreprises locales à innover, à améliorer la qualité de leurs produits et à répondre aux besoins du marché national tout en gardant le cap sur l'exportation.



reils fiables et performants, a présenté ses nouveautés confirmant son engagement dans la production algérienne et les événements nationaux majeurs comme l'IATF 2025 en septembre dernier. Grâce à son taux d'intégration élevé, Condor fabrique une majorité de composants localement pour ses appareils électroménagers, contribuant à la création d'emplois, au transfert de technologie et au développement de l'industrie algérienne. Pleinement engagée dans les opérations d'exportation vers de nombreux pays, notamment africains, l'entreprise s'est implantée officiellement en Égypte, marquant une étape importante dans

sa stratégie d'internationalisation », affirme Mohamed Salah Daas, Directeur Général Adjoint du groupe. De leur côté, les entreprises de détergents sont présentes en force à cette manifestation. Il faut dire que ce secteur connaît une croissance notable, avec des entreprises de plus en plus nombreuses qui investissent le marché national. Certaines s'orientent vers des produits labellisés écologiques. Parmi les entreprises algériennes engagées dans la production de détergents écologiques, Ciel Vert Algérie, une entreprise familiale implantée à Jijel depuis 2015, se distingue par une gamme de produits respectueux de l'environnement.

« Nous fabriquons et commercialisons une gamme complète de produits de nettoyage écologiques, comprenant des détergents, des nettoyeurs professionnels et des détachants efficaces et biodégradables conçus pour répondre aux besoins domestiques et professionnels tout en respectant l'environnement », nous explique Hicham Cheniti, responsable marketing. Autre secteur qui se développe fortement en Algérie, celui de l'industrie cosmétique marquée par une émergence notable de marques locales. La Foire de la production algérienne permet aux nouvelles entreprises de gagner en visibilité, de présenter leurs produits et de se faire connaître auprès du public et des professionnels. C'est le cas de Casti Cosmétique, un projet créé il y a une dizaine d'années, dans le cadre de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex-Ansej). « Comme chaque année, nous tenons à prendre part à cette manifestation économique d'envergure qui met à l'honneur le made in Algeria », indique Naïma Mouazer, chargée commerciale chez Casti Cosmétique, une société située à Bousmail, dans la wilaya de Tipasa. « D'année en année, nous élargissons nos activités et nous ambitionnons d'aller toujours plus loin. Nous sommes présents cette année avec une nouvelle gamme de produits, tels que gels douche et brumes, pour adultes et enfants. Nous proposons toute une palette de produits cosmétiques pour toute la famille, tels que les shampoings, laits et eaux de Cologne, gels douches et mains et huiles de soin, offrant le meilleur rapport qualité-prix à la clientèle. Cette foire est une occasion de faire découvrir nos produits aux consommateurs et de chercher de nouvelles opportunités pour placer nos produits sur le marché national », nous confie encore la représentante de Casti Cosmétique. Pour autant, la foire constitue une occasion idéale pour les entreprises algériennes de faire connaître leurs produits, d'échanger directement avec les clients et de rechercher de nouvelles opportunités.

A.B.

Industrie mécanique

Tirsam Group en quête de sous-traitants nationaux

■ Par Meriem Ka

Tirsam Group est à la recherche de sous-traitants nationaux pour ses activités de montage-assemblage mécanique. Une stratégie qui répond directement aux exigences du Président de la République, pour qui l'absence d'intégration n'est qu'une « importation déguisée ». La démarche du groupe Tirsam entre ainsi dans le cadre des orientations de l'Etat visant à favoriser l'intégration économique locale et à réduire la dépendance aux opérateurs étrangers en intégrant des fournisseurs algériens pour le développement de l'industrie nationale. L'industrie mécanique est en plein essor. Des opérateurs sont passés du stade d'importateur à celui de producteur grâce à une politique étatique encourageant l'intégration locale et la sous-traitance pour diversifier l'économie et réduire la facture d'importation. C'est ce qu'on peut en effet constater au niveau de l'es-

planade du Palais des expositions Safex. Dans cet espace, on trouve une gamme de différents opérateurs allant des camions-citernes aux semi-remorques, à des tracteurs ou camions légers. Le stand réservé à Tirsam Group a suscité un vif engouement auprès des visiteurs, venus découvrir la gamme du constructeur spécialisé dans la fabrication et distribution de camions, engins de construction et équipements agricoles. Soucieux d'élargir ses activités et d'honorer ses engagements, Tirsam Group est en train de chercher des sous-traitants pour ses activités de montage-assemblage mécanique, apprend-on de Iza Ridha, directeur commercial du groupe. Une stratégie qui répond, selon lui, directement aux exigences du Président de la République, pour qui l'absence d'intégration n'est qu'une « importation déguisée ». Ce groupe, ajoute notre interlocuteur, recevra dès février prochain son quota de 1 000 bus dans le cadre du programme des 10 000 autobus. En « parallèle » à la réception des premiers autobus finis, le groupe recevra les premiers

kits pour l'assemblage, une activité qu'il entamera en février 2026, précise M. Iza. Pour lui, un produit ne peut être qualifié de local que par ses composants. Un produit algérien doit l'être par ses composants. Le groupe cherche des partenaires locaux pour le développement entre autres des pare-chocs, des radiateurs et des batteries. Son pôle de recherche et d'innovation ne se contente pas de copier des modèles étrangers mais il fait de la conception et adapte ses produits aux besoins locaux. Avant chaque partenariat avec les étrangers, une phase de test de deux ans est imposée pour garantir la fiabilité absolue des produits. Quant à l'acquisition de ses camions de fabrication algérienne, TIRSAM Group a ouvert en septembre dernier une plateforme numérique où les consommateurs peuvent enregistrer leur demande. La plateforme a été créée pour gérer « la forte demande et garantir une gestion fluide et transparente des commandes ». Depuis septembre, affirme avec fierté M. Iza, près de 3 000 camions ont été livrés, avec un

rythme de livraison quotidien allant de 50 à 80 camions. Si les tracteurs et chariots élévateurs affichent déjà un taux d'intégration de 30 %, le segment des camions semi-remorques et citernes a atteint un niveau exceptionnel de 65 %. Tirsam entend également rayonner à l'africaine. Une fois les besoins du marché local satisfaits, Tirsam prévoit, dès le deuxième semestre 2026, de signer des conventions pour exporter ses tracteurs agricoles vers trois pays africains que le directeur commercial du groupe ne cite pas, marquant ainsi le rayonnement de l'industrie mécanique algérienne à l'échelle continentale. L'industrie mécanique est un secteur en manque de main-d'œuvre. Pour pallier ce manque, le groupe a annoncé un avis de recrutement même pour ceux n'ayant aucun diplôme ni expérience. « Même sans diplôme ni expérience, les candidats sont embauchés, et payés dès le premier jour, et formés en interne, passant de manutentionnaire à technicien spécialisé ».

M. Ka

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Sifi Ghrieb l’affirme :

«Le gestionnaire est au cœur des priorités de l’Etat»

■ Par Merouane Korso

Le gouvernement, dira-t-il, “veille à assurer l’harmonisation des politiques et la cohérence des textes, notamment en élargissant les consultations à l’ensemble des acteurs concernés et en prenant en compte leurs préoccupations et propositions dans le cadre d’une approche participative”. L’objectif est d’aboutir à des textes consensuels garantissant la cohérence du système juridique avec les politiques économiques et financières de l’État, loin de la phobie des gestionnaires quant à la pénalisation de l’acte de gestion. M. Sifi Ghrieb l’a bien réaffirmé devant un parterre de responsables économiques et de hauts cadres de l’État, dont le ministre de la Justice et garde des Sceaux Lotfi, Boudjemaa. Dans son discours d’ouverture des travaux, qui ont porté notamment sur la sécurité juridique en tant que concept, dans ses volets liés au cadre législatif et à l’application pratique, et des mécanismes de renforcement de la sécurisation du processus de gestion, eu égard à leur impact direct sur l’amélioration du climat d’affaires et la dynamisation du développement économique, M. Sifi Ghrieb a rassuré les gestionnaires et patrons d’entreprises économiques. Il a expliqué que le président de la République a placé le gestionnaire au cœur de ses préoccupations, et avait ordonné depuis le début “d’œuvrer à la dépenalisation de l’acte de gestion, en soulignant explicitement dans son programme la nécessité de consacrer une politique de protection des cadres intègres de l’Etat assurant l’acte de gestion”. Plus de 1 500 participants, dont des représentants de plusieurs instances et institutions nationales, des cadres, des spécialistes et des professionnels des domaines juridique et économique, ont assisté à ce colloque. Le Premier ministre a dans son discours d’ouverture des travaux insisté sur la protection des gestionnaires dans le cadre des réformes législatives récentes, dont le code pénal, qui a été révisé en 2024, afin d’introduire des critères objectifs stricts définissant les actes de gestion pouvant contrevenir à la loi ou aux règles de sécurité, et qui sont désormais sanctionnés. Cette réforme prévoit également la pénalisation sévère de tout acte susceptible de freiner ou de nuire à l’investissement, explique encore le Premier ministre. Devant des participants venus d’horizons divers, M. Sifi Ghrieb a par ailleurs exposé la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour assurer un environnement juridique sûr et stable, encourageant l’investissement, l’initiative et l’innovation pour promouvoir l’économie nationale. Il a ajouté que le président de la République “accorde une importance majeure à cette question, comme il l’a souligné à maintes reprises, étant donné qu’elle reflète sa vision éclairée et la détermination de l’Algérie à mettre en place un environnement juridique sûr et stable”. Un environnement en fait qui facilite et encourage, selon le PM, l’investissement, l’initiative et l’innovation, et contribuant à la promotion de l’économie nationale et au renforcement de la position de l’Algérie en tant que portail stratégique pour l’Afrique et hub fiable économiquement et

Le Premier ministre Sifi Ghrieb a rappelé hier ? à l’ouverture du colloque “Sécurité juridique et impact sur le développement économique”, l’importance d’une adéquation constante et réfléchie entre acte de gestion et protection de l’économie nationale. Il dira à ce propos que “l’un des piliers essentiels de la sécurité juridique en Algérie repose sur la clarté, la cohérence, la prévisibilité et la stabilité des règles juridiques, tout en évitant des modifications répétées susceptibles de nuire à l’activité économique”.



sûr juridiquement, consacrant le triptyque des principes de transparence, de responsabilité et d’intégrité.” Bien plus, le Premier ministre a tenu à rappeler “la consécration constitutionnelle de la liberté du commerce, de l’investissement et de l’entrepreneuriat, ainsi que du principe de sécurité juridique, et les réformes législatives profondes” ordonnées par le président de la République, qui ont été “effectivement concrétisées”, notamment à travers la révision du système juridique et institutionnel de l’investissement, l’exploitation et la valorisation du foncier économique, la réforme du système bancaire et financier, ainsi que le code des marchés publics”. Le ministre de la Justice Lotfi Boudjemaa a expliqué de son côté dans son intervention que le secteur de la Justice “ne se limite plus à ses champs traditionnels, mais s’inscrit désormais dans les orientations nouvelles de l’espace économique national, garantissant ainsi une justice proactive, préventive et protectrice, qui contribue de manière significative à la réalisation du développement de qualité”. Ainsi, “la justice, selon la nouvelle orientation, constitue un appui pour l’économie et l’investissement au service de l’édification et du développement”, a soutenu le ministre. Les représentants des organisations patronales participant à ce colloque ont souligné l’importance de cadres juridiques stables et clairs comme facteurs clés pour promouvoir l’investissement, encourager l’initiative et

l’innovation, et améliorer le climat des affaires. Du côté des avocats comme des représentants des organisations patronales, le ton a été orienté vers l’importance du renforcement de la sécurité des processus de gouvernance afin de “libérer l’initiative, d’encourager l’innovation et d’assurer la durabilité du développement économique dans un environnement juridique sûr et stable”. Le président du Conseil algérien du renouveau économique, Kamel Moula, a, dans un discours lu en son nom par son vice-président, Reda Hachlaf, affirmé que la sécurité juridique et le développement économique sont deux piliers fondamentaux et étroitement liés pour améliorer le climat des affaires et renforcer l’attractivité des investissements”, insistant sur “la dépenalisation des actes de gestion”, “qui est “également essentielle pour renforcer la compétitivité”. Bref, du côté du patronat, public et privé, on insiste sur l’importance de l’acte de gestion et la protection des cadres, tout en militant pour un système juridique qui encourage, favorise en même temps l’investissement, l’acte de gestion et, plus loin, protège l’économie nationale. Ce colloque a été organisé par le ministère de la Justice et l’Ordre des avocats d’Alger, en coordination avec l’Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

M.K.

Industrie cosmétique bio

Une tendance qui gagne du terrain

■ Par M. Ka

Une affluence massive a été observée sur les stands des produits bio. Un engouement qui témoigne du changement de comportement des consommateurs qui ne demandent pas uniquement des produits naturels mais aussi thérapeutiques. En effet, la 33e édition de la Foire de la production nationale a été marquée par une forte participation des opérateurs de l’industrie cosmétique bio. Les exposants présentent des gammes allant de produits traitant des problèmes d’acné, dermatologique, soins de corps et cheveux, etc. Les visiteurs, pour leur part, se pressent pour trouver des solutions à des problèmes dermatologiques réels : acné sévère, eczéma, chute de cheveux ou hypersensibilité cutanée. « Nous remarquons qu’il y a une prise de conscience des gens, notamment la gente féminine, qui ne cherche pas uniquement un produit cosmétique bio mais aussi thérapeutique », nous dit un opérateur croisé à la Foire. Auparavant, « on ne trouvait que des produits

importés. Les pays occidentaux acquièrent nos matières premières à bas prix pour les transformer et nous les revendre sous forme de produits finis à des prix exorbitants », ajoute un autre. Aujourd’hui, se réjouit notre interlocuteur, les opérateurs nationaux ont compris l’importance de maîtriser la transformation sur place, contribuant ainsi à l’émergence d’une nouvelle filière génératrice d’emploi et de richesse. En parallèle, le consommateur algérien a appris à faire confiance au produit local, et le préfère même au produit importé. « Le consommateur algérien affiche désormais une préférence marquée pour le produit local, pour plusieurs raisons », ajoute un autre. Ce dernier explique que la production nationale offre une alternative de haute qualité, souvent supérieure à un tarif abordable. Et ce sont des produits certifiés ». Une tendance confirmée par la clientèle croisée au pavillon consacré à la dégustation et à la vente de produits nationaux. « Avant, j’achetais des marques étrangères. Par la suite, je me suis tournée vers les produits locaux et j’ai vu des résultats que les produits chimiques n’ont jamais donnés », nous dira une trentenaire

rencontrée sur place. Un avis partagé par une autre. « Il y a quelques années, je ne me procurais que des produits importés en raison surtout des stéréotypes ancrés sur la suprématie du produit importé sur le local. Aujourd’hui, la donne a changé. Nous préférons et faisons confiance au produit local », dit-elle. Bien que l’industrie du produit cosmétique bio soit en plein essor, des « intrus » portent atteinte à la profession. Il s’agit, selon les exposants, de personnes lambdas qui, pour un but lucratif, suivent des formations de très courte durée ne dépassant pas parfois les cinq jours pour se lancer dans la profession. « On se pose des questions sur la crédibilité de ces formations et de la valeur qu’elles apportent sur le marché du travail. Des pseudo-formateurs mettent sur le marché des « intrus qui nuisent à la profession », dénoncent nos interlocuteurs à l’unisson, même si délivrer des attestations ne soit pas illégal en soi. Ceux-là, regrette un de nos interlocuteurs, créent des expériences négatives avec le consommateur en proposant des services de mauvaise qualité, portant atteinte à la réputation d’autres producteurs.

M. Ka

ÉDITORIAL L’EXPRESS

Protéger l’investissement pour libérer le potentiel économique

■ Par Salima H.

La sécurisation de l’investissement national et étranger, à travers la mise en place d’un environnement des affaires stable, et le renforcement de la cohérence et de la prévisibilité du cadre juridique sont au cœur de la stratégie du gouvernement qui poursuit des objectifs ambitieux de diversification économique. Sous l’impulsion du président de la République, l’exécutif mise notamment sur le renforcement du cadre légal régissant les relations économiques et commerciales, la clarification des procédures, et des voies de recours, l’impartialité des instances en charge de l’encadrement légal de la sphère économique, à travers des organismes dédiés (AAPI, guichet unique, commissions de recours), la protection des gestionnaires, la stabilité du cadre fiscal, et autres mesures remodelées depuis quelques années afin de booster et de sécuriser l’engagement des opérateurs nationaux et étrangers dans la sphère économique. Des réussites notables ont été enregistrées dans différents segments de l’économie depuis la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l’investissement, qui a permis de renforcer la clarté et la stabilité du cadre juridique et de booster des secteurs hors hydrocarbures. Les avancées sont notables aussi dans le domaine de l’énergie, à travers la nouvelle loi sur les hydrocarbures (loi n° 19-13) relative aux activités hydrocarbures, mais aussi dans d’autres secteurs hors hydrocarbures comme en atteste la dynamique entrepreneuriale, et les succes story révélées au niveau des stands de la Foire de la production nationale (FPA) qui a mis en scène les capacités économiques du pays, et le “Made in Algeria”. Il s’agit de poursuivre sur cette lancée, en réduisant le risque d’arbitraire et de décisions imprévisibles, de lutter contre la corruption, tout en impulsant les initiatives économiques, comme cela a été fait à travers la dépenalisation de l’acte de gestion, de gérer les conflits dans un cadre impartial, via le renforcement de l’appareil judiciaire spécialisé pour trancher les litiges, et de favoriser l’innovation et l’entrepreneuriat, ainsi que l’encouragement de l’expansion de l’investissement productif. Dans cette optique, le gouvernement s’engage, comme l’a rappelé hier le Premier ministre Sifi Ghrieb, à poursuivre ses efforts en vue d’instaurer un climat de confiance, stimuler l’investissement et le partenariat, et booster ainsi une croissance économique durable.

S.H.

Hosni Kitouni s'exprime sur la loi criminalisant le colonialisme :

« Notre mémoire n'est ni négociable ni révisable »

Pour Hosni Kitouni, la loi marque une affirmation de souveraineté sur l'histoire nationale et pose les bases d'un dialogue plus transparent avec Paris, jusqu'ici limité à des gestes symboliques. Historien reconnu de la période coloniale et de la guerre de libération, Hasni Kitouni inscrit la question de la mémoire au cœur du débat politique contemporain entre l'Algérie et la France.

■ Par Aida Mouni

Dans un entretien accordé au quotidien El Khabar, il analyse « la portée » de la loi algérienne criminalisant le colonialisme et en précise les enjeux réels, loin des lectures réductrices ou strictement émotionnelles. Pour Hasni Kitouni, cette loi ne constitue ni une rupture brutale ni un simple geste symbolique. Elle s'inscrit dans un temps long, celui d'un débat ouvert depuis plusieurs décennies en Algérie, mais resté sans traduction juridique faute de volonté politique. Son adoption marque avant tout, selon lui, une affirmation claire de la souveraineté de l'État algérien sur les questions mémorielles, longtemps traitées dans un cadre largement imposé par la partie française. L'historien rappelle que la France a développé, depuis plusieurs années, une approche méthodique de la mémoire coloniale, souvent résumée par la notion de « mémoires partagées ». Une approche qui, souligne-t-il, repose sur un équilibre asymétrique, reconnaissance partielle des souffrances, refus d'une responsabilité globale, et maintien d'une frontière nette entre histoire, mémoire et droit. Cette méthode privilégie les gestes symboliques ciblés, tout en écartant toute reconnaissance juridique du fait colonial comme système de domination et de violence. Dans ce dispositif, l'Algérie est rarement considérée comme un acteur souverain définissant ses propres priorités mémorielles. Elle est plutôt placée en position de réceptrice des initiatives françaises. Hasni Kitouni cite plusieurs exemples emblématiques de cette logique, notamment la restitution partielle des crânes de résistants algériens, décidée par Paris tout en conservant le contrôle sur la liste des restes humains restitués, ou encore certaines reconnaissances unilatérales d'assassinats de figures de la Révolution, annoncées sans concertation préalable avec Alger. Selon lui, la loi criminalisant le colonialisme vient précisément rompre avec cette dynamique. En définissant clairement les crimes coloniaux, l'Algérie affirme que la qualification des violences subies, des traumatismes collectifs et des atteintes à son tissu social relève exclusivement de sa souveraineté nationale. Il ne s'agit pas, insiste-t-il, d'imposer un récit, mais de fixer un cadre politique et juridique à partir duquel toute discussion avec la France



devra désormais s'inscrire. Sur le plan des relations bilatérales, Hasni Kitouni estime que cette évolution pourrait, à court terme, provoquer des tensions supplémentaires. Elle remet en cause un mode de gestion du passé qui permettait à Paris de conserver l'initiative et de circonscrire le débat mémoriel. Mais il considère également que cette clarification est susceptible d'ouvrir, à moyen terme, la voie à un dialogue plus transparent, fondé sur la reconnaissance des faits et des responsabilités. Interrogé sur la portée juridique du texte, l'historien précise que la loi demeure, pour l'heure, cantonnée au cadre interne. Elle n'entraîne pas automatiquement de contentieux international et ne crée pas, en elle-même, d'obligations juridiques directes à la charge de la France. Toute éventuelle action devant des instances internationales relèverait d'un choix politique ultérieur de l'État algérien. Il met toutefois en garde contre les « illusions » nourries autour de ces mécanismes, rappelant que l'ordre juridique international a été largement façonné par les puissances coloniales, précisément pour éviter la mise en cause rétroactive de leurs pratiques. Hasni Kitouni insiste néanmoins sur le potentiel opérationnel du texte. Celui-ci peut servir de base à l'ouverture d'enquêtes nationales, à la constitution de dossiers historiques et juridiques solides, et à la relance de revendications précises, notamment sur les conséquences des essais nucléaires français dans le Sahara. Ces dossiers incluent

l'accès aux archives, la reconnaissance et l'indemnisation des victimes, ainsi que la prise en charge de la pollution environnementale durable laissée par ces essais. La réaction française, qualifiant la loi d'« acte hostile », est interprétée par l'historien comme le symptôme d'un malaise profond. Elle révèle, selon lui, une difficulté persistante à accepter que le colonialisme puisse être traité autrement que comme un objet mémoriel ou académique. Les réserves exprimées par certains historiens français, dont Benjamin Stora, sur ce qu'ils appellent la « judiciarisation de l'histoire », s'inscrivent dans cette même logique de protection d'un cadre qui sépare strictement récit historique et responsabilité politique. Enfin, Hosni Kitouni revient sur l'avenir de la commission mixte algéro-française chargée des questions mémorielles. Les déclarations de responsables algériens, affirmant que la loi criminalisant le colonialisme constitue une réponse directe à la loi française de 2005 valorisant le « rôle positif » de la colonisation, ne signifient pas nécessairement la fin de cette instance. Elles en révèlent toutefois les limites structurelles. Tant que le dialogue restera cantonné à des gestes symboliques, prévient-il, la commission risque l'impasse. En revanche, si elle accepte d'aborder les causes profondes du différend, y compris les cadres juridiques et les responsabilités, un travail commun demeure possible, mais sur des bases radicalement différentes.

A.M.

Il affirme « ne pas vouloir être associé à ses positions »
Agour Mehenni désavoue son père

Par Karima Baba Aissa

Agour Mehenni, fils de Ferhat Mehenni, dirigeant du pseudo Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), organisation classée terroriste en Algérie, a publiquement désavoué le projet séparatiste porté par son père. Lors d'une intervention diffusée vendredi soir sur Canal Algérie, la chaîne publique algérienne francophone, il a affirmé son attachement à l'unité nationale et pris ses distances avec une initiative qu'il juge contraire à l'histoire et aux fondements de l'État algérien. Cette prise de parole intervient quelques jours après la proclamation unilatérale par Ferhat Mehenni d'une prétendue indépendance de la Kabylie, un acte largement rejeté en Algérie et considéré comme dépourvu de toute légitimité politique, historique ou juridique. Installé en France, Agour Mehenni a tenu à préciser que son intervention relevait d'un choix personnel, rendant inopérants les discours du MAK et de ses relais qui invoquent habituellement des pressions ou des contraintes. À l'antenne, il a expliqué avoir décidé de s'exprimer pour défendre l'honneur de sa famille et affirmer publiquement son rejet du séparatisme. « Aujourd'hui, je franchis le pas pour laver mon honneur par rapport à tout ce qui se passe et aussi laver l'honneur de ma famille qui est en dehors de tout ça. C'est aussi un moyen pour moi de contribuer à l'unité nationale de mon pays », a-t-il déclaré. Agour Mehenni a également inscrit sa position dans une fidélité revendiquée à la mémoire de la guerre de Libération nationale, rappelant l'engagement de ses grands-parents dans le combat anticolonial. « Ma mère m'a beaucoup parlé de l'histoire de son père, m'a parlé du rôle que même mes grands-mères ont joué pendant la guerre de Libération. Pour moi, ce sont des héros », a-t-il souligné. Revenant sur son parcours personnel, il a évoqué les conséquences durables des choix politiques de son père sur sa vie et celle de ses frères et sœurs. Il affirme aujourd'hui vouloir s'en affranchir clairement. « Aujourd'hui, je sens que moi aussi j'ai besoin de prendre mon indépendance, l'indépendance de mes idées, et le besoin de l'exprimer. J'ai besoin de ne pas être associé à tout ce que mon père prend comme décisions », a-t-il assuré. Son attachement à l'unité de l'Algérie, a-t-il expliqué, s'est forgé dans son expérience au sein de l'immigration algérienne en France, marquée selon lui par la solidarité et l'absence de clivages régionaux. « Je me suis retrouvé en Algérie, en Kabylie, avec des amis à moi qui venaient d'Oran, de Tlemcen, de Maghnia, de Ghazaouet. Ils venaient chez moi en Kabylie, on n'a jamais fait de différence. C'est au niveau de la politique que j'ai vu ça. C'est pour ça que, grâce à Dieu, je suis resté loin de tout ça », a-t-il conclu.

K.B.A.

Prônant un partenariat d'égal à égal

L'Algérie élargit ses alliances

■ Par Kader M.

Tout d'abord avec les pays africains, compte tenu de son ancrage régional, et sa conviction d'un destin continental commun, pour lequel elle se veut être la locomotive, mais aussi avec des pays asiatiques, américains et européens. Dans le Vieux Continent, de nouveaux partenariats ont été fructifiés déjà, alors que d'autres, prometteurs, ont fait l'objet de concrétisation, ou bien en voie de l'être, sans omettre bien sûr de la consolidation de partenariats plus traditionnels. Alors que par des décisions et des actes concrets, l'Italie a confirmé son engagement réel pour un partenariat économique pragmatique et d'égal à égal avec l'Algérie, faisant d'elle un partenaire commercial fiable actuellement, la consolidation des relations commerciales avec l'Espagne demeure en cours de concrétisation. S'agissant de l'Allemagne, au demeurant entretenant des relations économiques historiques, caractérisées par la présence de nombreuses grandes firmes en Algérie (dont certaines d'entre elles depuis des décennies), elle continue à se développer. Pour preuve, la signature d'accords durant le mois de novembre. Ces accords ont concerné la modernisation des outils de gestion, l'amélioration de la gouvernance, et le développement de mécanismes de promotion et

d'attraction des investissements. D'autre part, des discussions sont en cours pour la commercialisation d'énergies traditionnelles et renouvelables. Cela étant, l'on ne peut oublier la qualité de la Russie comme partenaire de longue date de l'Algérie, particulièrement dans le secteur de l'armement, ainsi que le Royaume-Uni, dont les relations sont caractérisées par les nombreux forums et rencontres annuelles, ayant lieu entre hommes d'affaires, à des fins d'élargissement du champ de coopération. Partenaire stratégique, la Turquie demeure aussi à inclure dans le lot puisqu'elle est, géographiquement, liée à l'Europe. La diversification de ses partenaires, de par la conclusion de nombreux accords avec d'autres pays partageant la même vision pragmatique, tel demeure l'intérêt recherché par l'Algérie. Cet état de fait s'applique à la Slovaquie, devenue une cliente de l'Algérie en matière de gaz, voire un partenaire économique pour des projets dans les domaines de la production pharmaceutique et de l'intelligence artificielle. La situation est analogue pour d'autres pays. Il s'agit de la Croatie liée à l'Algérie par des accords économiques en matière de construction de bateaux de pêche et d'industrie agroalimentaire, la Roumanie, dont l'importation de ses moutons a permis à des dizaines de milliers de familles algériennes de fêter dans la joie l'Aïd

El Adha l'été dernier, sans oublier les contrats signés avec la République tchèque ayant trait à la fabrication et à l'assemblage de machines agricoles, ainsi que pour la production d'appareils de fabrication de semi-conducteurs. Pour ce qui est de la Suède, en matière de relations, il ne s'agit pas d'un nouveau partenariat proprement dit, mais plutôt d'une consolidation d'un partenariat tricentenaire. Car, faut-il le rappeler, les relations diplomatiques entre le Royaume de Suède et la Régence d'Alger remontent à 1729. Sur le terrain, cela s'est déjà concrétisé par la présence active de nombreuses entreprises suédoises. Il s'agit du constructeur automobile Volvo, du fabricant d'appareils de télécommunications Ericsson et du producteur pharmaceutique AstraZeneca. Alors que l'Algérie entretient des relations depuis des siècles avec le Portugal, ce pays est actuellement lié à l'Algérie par des accords de coopération dans les domaines de l'énergie, des start-up, de l'innovation et de la gouvernance numérique. Il importe de rappeler que l'élan de développement des relations bilatérales avec l'Europe n'est pas propre uniquement aux pays membres de l'Union européenne, puisque même la Biélorussie est devenue un partenaire de l'Algérie, grâce notamment à la signature de plusieurs accords de coopération. Il s'agit de deux accords ayant

trait aux domaines de la construction automobile et d'assemblage de tracteurs agricoles. Alors qu'une coopération économique avec la perspective de prochains contrats en matière d'énergie, énergies renouvelables, industrie pharmaceutique, ressources en eau, industrie et agriculture est venue s'ajouter avec la Slovaquie, des discussions récentes, ont eu lieu avec la Grèce, à des fins de développement d'une coopération bilatérale dans différents secteurs, à leur tête les énergies et le tourisme. Cette intense activité économique avec différents pays demeure la concrétisation réelle d'un multilatéralisme sain, pragmatique et mutuellement fructueux. C'est l'archétype de ce que devraient être des relations économico-commerciales sans préjugés ni arrière-fond idéologique. En dépit de la gouvernance contrastée des pays susmentionnés (certains gouvernés par la droite, d'autres par la gauche), la situation n'a pas empêché le développement de relations saines tant que les gouvernements respectent la souveraineté nationale de l'Algérie. Enfin, l'échange politique, diplomatique et économique, dans le respect de l'autre, demeure la clef du bilatéralisme, affluent du multilatéralisme. Toute autre doctrine passiste est considérée comme nulle et non avenue.

K.M.

Abderrahmane Khelifa, historien et archéologue :

Nécessité de sauvegarder le patrimoine architectural et archéologique de l'édifice religieux

■ Par Meriem Kaci

L'Algérie comptait 147 mosquées en 1847, mais ce nombre fut réduit à 13 en 1962, pour atteindre, aujourd'hui, plus de 22.000 mosquées. L'historien, a en effet, exploré l'évolution des pratiques et des lieux de culte dans le pays. Avant l'islam, les habitants d'Afrique du Nord adoraient les arbres et les sources d'eau, une pratique dont on retrouve encore des traces aujourd'hui. Avant l'arrivée de l'Islam, l'Afrique du Nord était marquée par la chrétienté comme en témoignent la tenue du concile de Carthage et la présence de plus de 214 évêques, rappelant que saint Augustin était un acteur majeur d'une Église nord-africaine décrite comme la « plus grande du monde connu. Plus de 60 000 livres sont écrits sur saint Augustin, plus que sur tout autre homme ». Cette terre chrétienne a opposé une résistance exceptionnelle à la pénétration musulmane, pendant 70 ans, une durée significativement plus longue que celle d'autres régions comme l'Espagne (5 ans), l'Égypte (3 ans) ou la Syrie et l'Irak (7 ans). Les historiens s'interrogent sur les raisons de cette résistance prolongée, indiquant que l'islam a mis du temps à s'implanter au Maghreb, bien qu'il ait finalement marqué profondément les esprits. Par la suite, les populations se sont progressivement converties à l'Islam. L'islam a introduit le concept de « masjid » (lieu de prosternation). Par la suite, l'islam « orthodoxe » a évolué vers un islam « particulier », caractérisé par l'émergence de sanctuaires ou de mausolées situés à côté des mosquées. «La conquête s'est heurtée toutefois à une résistance, notamment dans les Aurès, sous la conduite de Kocella et Dihia», a expliqué Khelifa. Selon lui, contrairement à Oqba Ibn Nafaa, Abu al Mouhajir Dinar adopta une politique plus conciliante et fut à l'origine de la première mosquée en Algérie, bâtie à Mila. Celle de Kairouan (Tunisie) construite vers 680 est considérée comme la plus ancienne au Maghreb. «Les premières mosquées furent bâties avec des matériaux ré-

L'historien et archéologue Abderrahmane Khelifa a animé hier une rencontre autour de son ouvrage, « Mosquées et sanctuaires d'Algérie » à la librairie Chaib Dzair à Alger. Cette rencontre a permis d'aborder des aspects histo-



cupérés d'anciennes églises et basiliques romaines. Lors de fouilles archéologiques, on a retrouvé des colonnes ornées de gravures antiques», a révélé Khelifa. Le conférencier insiste sur la simplicité des mosquées des premiers temps de l'Islam, qui restent « nues » et d'une « simplicité » frappante, contrairement aux cathédrales européennes. Avec la diffusion de l'Islam, de nombreuses églises et temples furent convertis. «La grande mosquée de Constantine était à l'origine un temple dédié à Venus, la déesse romaine», a-t-il poursuivi. Ketchaoua, d'Alger, fut convertie, sous la colonisation, en église sous le nom de Cathédrale Saint-Philippe. «L'Algérie comptait 147 mosquées en 1847, mais ce nombre a été réduit à 13 en 1962. Aujourd'hui, le pays compte plus de 22.000 mosquée », a-t-il ajouté. En citant Bilal ibn Rabah, premier muezzin de l'islam, M. Khelifa rappelle que l'appel à la

prière se faisait depuis le toit de la mosquée car le minaret n'existait pas encore». A ce propos, il a cité le minaret de la Pêcherie à Alger, sur lequel les autorités coloniales ajoutèrent une horloge. L'intervenant a insisté sur la hauteur du minaret de la Grande-Mosquée d'Alger qui est aujourd'hui le plus haut du monde avec ses 265 mètres. Khelifa a enfin regretté l'effondrement partiel de la mosquée Sidi M'hamed Chérif à la Casbah, Une mosquée vieille de dix siècles. M. Khelifa a insisté sur l'importance capitale du patrimoine architectural, archéologique, religieux et profane, le considérant comme une partie de notre être et de notre identité. « La destruction de ces monuments est comparée à la perte d'une d'identité, et d'une partie de soi. Ce patrimoine est un héritage légué par nos ancêtres, que nous avons le devoir de transmettre aux générations futures ».

Monder Bouden , secrétaire général du RND :

«L'Algérie est un Etat fort, indépendant et attaché au bon voisinage»

La loi criminalisant le colonialisme français en Algérie illustre, selon le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, la force de l'Etat et son attachement à la souveraineté, au bon voisinage et à l'égalité dans les relations internationales. S'exprimant hier lors d'une rencontre avec les militants et cadres du parti dans la wilaya de Khenchela, Bouden a salué le vote des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), estimant que cette démarche « s'inscrit dans le cadre d'une Algérie qui refuse toute forme de chantage et entend se positionner en partenaire respecté des grandes puissances ». Il a ajouté : « Nous sommes unis derrière le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans ses efforts visant à faire de l'Algérie un État fort, indépendant et garant du bon voisinage et de la réciprocité dans ses relations ». Par ailleurs, Bouden a appelé la jeunesse à « s'engager en politique afin de contribuer à la construction de l'avenir de l'Algérie », soulignant que le RND « ouvre ses portes à cette catégorie, considérée comme partie intégrante de son projet sociétal visant à poursuivre la construction de l'Algérie de demain ».

À l'approche des législatives

Le MSP plaide pour des élections transparentes et un dialogue politique inclusif

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a appelé, hier, à l'amélioration de l'environnement politique et juridique afin que le processus électoral se déroule dans un climat de confiance et de large consensus national, fondé sur la transparence et l'égalité des chances, en prévision des prochaines échéances législatives programmées dans quelques mois. Dans un communiqué publié à l'issue de la tenue du forum annuel des présidents des bureaux exécutifs de wilaya, le mouvement a exhorté à faire de la « concurrence politique une opportunité pour bâtir des institutions fortes, cohérentes et crédibles, capables de redonner espoir à la volonté populaire ». Le parti a également plaidé pour « un dialogue politique global et approfondi, contribuant à la restauration de la confiance et débouchant sur une véritable réforme politique, ainsi que sur un large consensus autour de la

révision de l'arsenal juridique régissant la vie politique, notamment les lois relatives à la commune et à la wilaya, dans le sens du renforcement de la décentralisation ». Selon les dirigeants du mouvement, cette révision permettrait « d'accorder de réelles prérogatives à l'élu local », tout en appelant à la révision de la loi sur les partis afin de consacrer un pluralisme représentatif, et à l'amendement de la loi électorale pour garantir la probité, libérer l'action politique des contraintes administratives, améliorer la gouvernance et jeter les bases d'une Algérie en plein essor, précise le communiqué. Placée sous le slogan « Vision claire, structures efficaces, échéances réussies », la rencontre a été organisée à des fins « d'évaluation, de planification et de prospective, dans un contexte national, régional et international sensible, marqué par l'imbrication des défis, l'ampleur des enjeux et l'alourdissement des responsabilités ». Les participants ont estimé que cette rencontre a constitué « une opportunité d'approfondir la concertation et le débat sur les moyens de renforcer une action politique responsable, de consolider le front intérieur et de promouvoir un travail de terrain structuré, capable de répondre aux préoccupations des citoyens, d'interagir avec leurs aspirations légitimes et de préparer efficacement les prochaines échéances électorales ».

R.N.

Criminaliser le colonialisme

Un choix de principe irréversible pour le FLN

Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN) a affirmé, hier, que la loi criminalisant le colonialisme constitue une réponse claire et ferme aux forces du mal et de l'oppression qui cherchent à glorifier le colonialisme et à dissimuler ses crimes contre l'humanité. Abdelkrim Ben Mbarek, secrétaire général du FLN, a qualifié la criminalisation du colonialisme de choix de principe immuable, découlant de la doctrine libératrice du parti et de sa fidélité aux sacrifices des martyrs. Il a souligné que le Front de libération nationale, qui a conduit la Révolution, ne saurait accepter la réhabilitation du colonialisme, la minimisation de ses crimes, ni la transformation de la mémoire nationale en une monnaie d'échange.

Silva Cuadra, membre de l'Association internationale des Amis de la Révolution :

« L'Algérie réaffirme son rôle de boussole anticoloniale »

L'adoption par le Parlement d'une loi criminalisant le colonialisme français marque une étape décisive dans la longue bataille pour la reconnaissance des crimes coloniaux et la préservation de la Mémoire nationale. Adoptée à l'unanimité par les députés de l'Assemblée populaire nationale, cette loi inscrit l'Algérie dans une démarche assumée de justice historique, rompant avec des décennies de déni, de relativisation et de pressions diplomatiques. Au-delà de sa portée nationale, ce texte revêt une dimension universelle. Il constitue un message fort adressé aux peuples qui, à travers le monde, continuent de subir les séquelles du colonialisme et du néocolonialisme. Il affirme que la mémoire n'est ni

négociable ni révisable, et que les crimes commis durant la période coloniale ne sauraient être effacés ni blanchis par le temps. Cette portée internationale a été mise en avant par Esteban Silva Cuadra, membre de l'Association internationale des Amis de la Révolution, auteur d'un ouvrage de référence sur les relations entre Alger et Santiago, et président de l'Association chilienne de soutien au peuple sahraoui. Saluant le président de l'Assemblée populaire nationale, Ibrahim Boughali, ainsi que le peuple algérien, il a qualifié l'adoption de cette loi de décision historique, non seulement pour l'Algérie, mais aussi pour l'ensemble des luttes anticoloniales contemporaines. Il a souligné, à cette occasion, la place singu-

lière de l'Algérie comme référence morale et politique pour les mouvements de libération et les combats pour l'autodétermination, du Maghreb à l'Amérique latine. Sur le plan institutionnel, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a inscrit cette loi dans la continuité de la ligne politique tracée sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à défendre la Mémoire nationale et à faire prévaloir la justice historique. Il a précisé que ce texte a pour objectif de protéger la mémoire collective contre toute tentative d'effacement, de falsification ou de banalisation des crimes coloniaux. Pour Azouz Nasri, l'adoption de cette loi constitue un événement d'une portée exceptionnelle, en

ce qu'elle consacre les sacrifices d'un peuple qui refuse toute forme de marchandage sur sa souveraineté et son indépendance. Elle traduit la volonté de l'État algérien de préserver ses constantes nationales et de s'opposer fermement à toute atteinte à ses valeurs fondamentales. En ce sens, les réactions et marques de reconnaissance exprimées à l'échelle internationale, notamment par des figures engagées comme Esteban Silva Cuadra, confèrent à cette loi une portée qui dépasse le cadre strictement bilatéral algéro-français. Elles renforcent l'image de l'Algérie comme un acteur central de la mémoire anticoloniale mondiale, fidèle à son histoire et solidaire des peuples encore en quête de justice et de reconnaissance.

DESTINÉE AUX ÉTUDIANTS
ET CHERCHEURS

L'Institut Pasteur d'Algérie lance une nouvelle session de formation

L'Institut Pasteur d'Algérie annonce l'organisation d'une nouvelle session (8ème) de la formation portant initiation au logiciel SPSS (Analyse des Données Appliquées à la Médecine et à la Biologie et ce du 19 janvier au 30 mars 2026. Cette formation est ouverte aux étudiants, jeunes chercheurs, professionnels de santé (médecins, pharmaciens, biologistes, vétérinaires), ou toute personne souhaitant acquérir des compétences pratiques en analyse de données dans le cadre d'un mémoire, d'un projet de recherche ou d'une activité professionnelle. Les objectifs étant de permettre aux participants de gérer et structurer une base de données sur SPSS ; réaliser des analyses descriptives et inférentielles, choisir les tests statistiques appropriés selon les hypothèses, interpréter les résultats et les présenter sous forme de tableaux ou graphiques et initier une analyse multivariée (ACP, ACM, régression logistique). Le nombre de participants est fixé à 15 selon l'institut. L'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) lance très régulièrement des formations variées, allant de cours spécialisés (biostatistiques, génomique, risque biologique) pour professionnels de santé (médecins, pharmaciens, biologistes) à des formations de techniciens, souvent en collaboration avec le PNUD ou le Ministère de la Santé, se déroulant à son annexe de Sidi Fredj ou en ligne. Ces formations sont qualifiantes et diplômantes, souvent de courte ou moyenne durée, et visent à renforcer les compétences dans des domaines clés comme la microbiologie, la virologie ou la recherche clinique.

DIGITALISATION DES SERVICES DE TRANSPORT

Sogral passe à la vitesse supérieure

Sogral (Société d'exploitation des gares routières d'Algérie), passe activement à la digitalisation de la vente de billets grâce à son application Mahatati et à des guichets libre-service dans les gares, permettant l'achat en ligne ou par carte bancaire (CIB/Dahabia) pour une meilleure fluidité et l'ajout de services comme le signalement d'infractions. L'objectif est d'étendre ce système à l'ensemble des 73 gares routières pour moderniser le transport interurbain.

Par Ines B

Sogral, dans un communiqué publié sur la page officielle facebook du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et des transports, tient à rappeler à sa clientèle que les billets peuvent être achetés via l'application "Mahatati" et sont disponibles sur l'App Store et le Play Store. "Conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Said Sayoud, visant à promouvoir la digitalisation et la modernisation des services de transport, la société Sogral rappelle à sa clientèle que les billets peuvent être achetés via l'application Mahatati", indique le ministère de l'intérieur et des transports dans sa page officielle facebook. La société propose également le paiement électronique par carte bancaire ou postale dans ses différentes gares, afin de simplifier les transactions et d'offrir une expérience de voyage optimale. Mahatati est une application offerte pour les voyageurs, offrant une consultation des départs et itinéraires, réservation et paiement en ligne sécurisé (CIB/Edahabia), des notifications d'arrivée des bus et un signalement d'incidents via le



service SOS Danger. Les objectifs de la digitalisation concernent à répondre aux attentes des usagers et améliorer l'expérience voyageur, un suivi en temps réel des bus, réduction des encombrements, le signalement des infractions, intégration des services d'urgence (Gendarmerie, Sûreté, Protection Civile) et la généralisa-

tion du paiement électronique et simplification des réservations. La Sogral utilise la technologie pour transformer les gares routières en hubs connectés, facilitant le transport routier en Algérie. Notons que L'Algérie digitalise activement son secteur des transports via un plan national, introduisant des billets uniques multimodaux

(BAYA Mobile), des plateformes de réservation en ligne (SNTF, ETUSA), l'achat électronique (SOGRAL), et des solutions logistiques (SellyGO) pour améliorer l'efficacité, réduire les coûts, et offrir des services plus fluides aux citoyens et entreprises, visant une modernisation globale du secteur.

I.B.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

À Tamanrasset, les entreprises mettent le cap sur les marchés africains

À l'extrême sud du pays, Tamanrasset a vécu, vendredi, une séquence économique peu ordinaire. La capitale de l'Ahaggar s'est muée en scène centrale de la stratégie nationale d'exportation à l'occasion de l'ouverture du Salon des produits algériens destinés aux marchés extérieurs. Une manifestation qui dépasse le cadre d'un simple rendez-vous commercial pour s'inscrire dans une vision plus large de redéploiement économique et géographique. Placée sous le patronage du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, cette rencontre marque une étape significative dans l'effort engagé par les pouvoirs publics pour repositionner l'entreprise algérienne sur l'échiquier africain. Pendant cinq jours, du 26 au 30 décembre, plus de 150 opérateurs économiques, représentant un éventail complet de l'appareil productif national, investissent les espaces d'exposition de la ville. Des groupes publics aux PME émergentes, tous partagent un même objectif : accéder à de nouveaux marchés et inscrire leurs produits dans les chaînes de valeur régionales. Dès les premières heures, le salon donne le ton. L'organisation rigoureuse, la diversité des stands et l'intensité des échanges traduisent une dynamique assumée. Loin d'une simple vitrine institutionnelle, l'événement se présente comme un concentré de production nationale, révélant une Algérie qui fabrique, transforme et innove. Les secteurs exposés couvrent un large spectre : agroalimentaire, industrie

pharmaceutique, cosmétiques, matériaux de construction, transport, mécanique, énergie et services technologiques. Cette pluralité témoigne d'une économie en recomposition, progressivement tournée vers la compétitivité et la création de valeur hors hydrocarbures. Le choix de Tamanrasset comme ville hôte s'inscrit dans une logique stratégique. Carrefour saharien par excellence, la cité a longtemps été un point de jonction entre le nord du continent et ses profondeurs africaines. Sa proximité avec le Mali et le Niger lui confère aujourd'hui une dimension géoéconomique renouvelée, à l'heure où l'Algérie mise sur l'intégration régionale et la relance des échanges sud-sud. Les projets structurants en cours, à l'image du poste frontalier de Tin Zaouatine, de la route transsaharienne ou encore des futures plateformes logistiques, viennent renforcer ce positionnement. Tamanrasset s'impose ainsi comme une interface naturelle entre production nationale et marchés africains. Les grands groupes publics occupent une place visible dans cette configuration. Air Algérie y présente ses solutions de transport et d'accompagnement logistique dédiées aux exportateurs. Sonelgaz met en avant des offres énergétiques adaptées aux réalités des zones rurales africaines. Le groupe GICA, de son côté, expose des matériaux conçus pour résister aux contraintes climatiques tropicales. En parallèle, les établissements bancaires, BDL, CPA, BNA, CNEP, détaillent leurs mécanismes de financement du commerce

extérieur, illustrant l'implication croissante du secteur financier dans la promotion des exportations. Autour de ces acteurs structurants gravitent des dizaines de PME venues de différentes régions du pays : Alger, Blida, Oran, Sétif, Batna, Ghardaïa. Pour nombre d'entre elles, le salon constitue une opportunité rare de rencontres directes avec des opérateurs africains invités spécialement pour l'événement. Les discussions se déroulent dans un mélange de langues et d'accents, reflet d'une diversité culturelle assumée. Les échanges s'enchaînent, les contacts se multiplient, et l'enthousiasme des exposants traduit l'espoir d'un ancrage durable sur de nouveaux marchés. Mais l'ambition de ce salon va au-delà de la simple exposition de produits. Il s'agit également de démontrer la capacité de l'opérateur algérien à exporter des biens finis, répondant aux normes internationales et aux exigences des marchés africains. Pour accompagner cette démarche, plusieurs institutions prennent part aux activités parallèles : agences de promotion du commerce, organismes d'appui aux exportateurs, Douanes algériennes, laboratoires de certification. Des ateliers techniques sont organisés autour des procédures douanières, de la logistique régionale et de la normalisation, autant de prérequis indispensables à la crédibilité du produit national à l'export. Dans les allées du centre d'exposition, l'atmosphère est marquée par un optimisme mesuré mais palpable. Les visiteurs découvrent une offre variée : produits alimentaires transformés, articles d'hy-

giène et de cosmétique élaborés à partir de ressources locales, équipements industriels et matériaux de construction. Certains exposants témoignent de contrats déjà conclus lors d'éditions précédentes, notamment au Niger ou au Tchad. D'autres voient dans cette édition une occasion décisive de franchir le cap de l'exportation régulière. Présent tout au long de la manifestation, le ministre du Commerce extérieur multiplie les échanges avec les opérateurs. Accompagné d'élus locaux et de représentants des organisations professionnelles, il insiste sur la nécessité de consolider les échanges sud-sud et de diversifier les destinations des exportations algériennes. Ses interventions s'inscrivent dans la continuité de la nouvelle orientation économique nationale, qui vise à inscrire durablement l'Algérie dans les circuits commerciaux africains en s'appuyant sur ses infrastructures, son potentiel énergétique et ses ressources humaines. Dans la ville elle-même, l'événement imprime un rythme particulier. Les rues de Tamanrasset résonnent de voix venues de tout le pays, créant une effervescence inhabituelle en cette période hivernale. Le salon agit comme un point de convergence, rappelant que l'exportation n'est pas uniquement une affaire de chiffres ou de volumes, mais aussi un projet territorial et humain. À travers cette manifestation, le Sud algérien retrouve sa vocation historique de lieu de passage, d'échanges et d'opportunités, au service d'une ambition continentale assumée.

IL N'Y A PAS QUE
L'OR QUI BAT DES
RECORDS
EN 2025:

La valeur de
l'argent aussi

Alors que la valeur de l'or n'en finit plus de grimper en cette fin d'année 2025, le précieux métal jaune atteignant son plus haut niveau à 4 531,04 dollars l'once, l'argent n'a pas de quoi rougir. En effet, la valeur de l'argent a dépassé ce vendredi 26 décembre le seuil symbolique des 75 dollars l'once (soit 1,1 g) pour la toute première fois, selon le site msn.com. Considérés comme des valeurs refuges, c'est-à-dire des actifs sûrs à long terme, achetés notamment par les banques centrales ou les particuliers pour assurer leurs arrières en période d'incertitude, l'or et l'argent atteignent des sommets inédits en cette fin d'année. Bien aidés par l'incertitude économique et géopolitique. Les deux métaux surfent notamment sur le risque géopolitique entre les États-Unis et le Venezuela, Washington ayant déployé ces dernières semaines un important dispositif militaire dans les Caraïbes et mis en place un blocus naval contre Caracas qu'ils accusent de financer « le narcoterrorisme ». À cela s'ajoute le fait que le dollar et les obligations d'État américaines, habituellement valeurs refuges concurrentes des métaux précieux, ont perdu de leur attractivité cette année. La cause de cet affaiblissement ? L'incertitude liée à la présidence de Donald Trump, encore renforcée dernièrement par la perspective de nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui rendraient le billet vert moins intéressant. Les investisseurs s'inquiètent aussi de la dette publique des grands pays et d'une bulle dans le secteur de l'intelligence artificielle. Autant d'incertitudes qui font grimper l'or et l'argent, mais aussi les autres métaux, beaucoup jugeant sage de diversifier leurs portefeuilles, note John Plassard, analyste chez Cité Gestion Private Bank. « Le métal redevient une assurance plutôt qu'un simple actif spéculatif », explique-t-il à l'AFP. Preuve en est puisque depuis début janvier 2025, l'or a bondi de près de 70 % et l'argent de plus de 150 %. Des performances annuelles jugées inédites depuis 1979.

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA LOI DE FINANCES 2026

L'événement reportée
au 08 janvier

Initialement prévue le mardi 6 janvier 2026, la Journée d'information sur la Loi de finances 2026 organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) est reportée au jeudi 8 janvier 2026 à 8h30, à Alger.

Par Inès B.

Cette journée d'information sera animée par de hauts responsables de l'administration centrale du ministère des Finances, de la Direction générale des impôts, de la Direction générale des douanes, de la Direction générale du budget, de la Direction générale des biens de l'État et de la Banque d'Algérie. L'objectif de cette réunion est de présenter et d'expliquer les principales dispositions et mesures nouvelles de la Loi de finances 2026, notamment celles relatives à la fiscalité et à la législation financière. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) organise régulièrement des journées d'information sur la Loi de Finances (LF) annuelle, rassemblant des responsables des administrations (Impôts, Douanes, Banque d'Algérie) pour informer les opérateurs économiques sur les nouvelles mesures fiscales et budgétaires impactant leurs activités. Les journées d'information de la CACI sur la loi de finances, sont cruciales pour les opérateurs économiques car elles



décryptent les nouvelles mesures fiscales et financières annuelles (ex: Loi de Finances 2026), clarifient les dispositions complexes (douanes, impôts, investissement), et offrent un cadre d'échange avec les hauts fonctionnaires pour mieux anticiper les changements impactant leurs activi-

tés, favorisant ainsi une meilleure adaptation et conformité légale. Des experts des administrations (Impôts, Douanes, Budget) présentent les nouvelles mesures fiscales, douanières et financières, aidant les entreprises à comprendre les changements annuels (ex : pour

2026, focus sur la relance hors hydrocarbures). Ces journées mettent en lumière les incitations et le cadre juridique de l'investissement (ex : loi sur l'investissement 22-18), encourageant les opérateurs à explorer de nouvelles opportunités. Elles permettent de discuter des entraves rencontrées sur le terrain et de demander un meilleur accompagnement financier et des procédures plus souples, comme le souligne le président de la CACI. Les entreprises peuvent se conformer plus facilement aux nouvelles obligations (ex : flux de devises, contrats) et adapter leurs stratégies pour sécuriser leurs activités. Elles sensibilisent aux alternatives comme la Bourse ou le capital-investissement, pour diversifier les sources de financement. En somme, ces événements sont des ponts essentiels entre l'administration et le secteur privé, assurant une meilleure application des lois de finances et un dynamisme économique accru.

I.B.

ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE

L'Etat finance 89 projets portés par des étudiants

Le soutien à l'entrepreneuriat étudiant franchit une nouvelle étape avec l'approbation récente, par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du financement de 89 projets portés par des étudiants universitaires. Cette décision s'inscrit dans le cadre des travaux du Comité de sélection et de validation du financement (CSVF), déployés au sein des centres de développement de l'entrepreneuriat implantés dans les établissements universitaires à travers le pays. Conduite sur une période allant du 2 au 25 décembre, l'opération illustre la montée en puissance de l'initiative entrepreneuriale dans le milieu universitaire et l'engagement croissant des étudiants dans la création de micro-entreprises. Les projets validés traduisent une diversité sectorielle notable, en phase avec les priorités économiques nationales. Ils couvrent notamment des domaines stratégiques tels que la santé et la pharmacie, l'industrie et l'agriculture, les services, le bâtiment et les travaux publics, le tourisme, les télécommunications, le textile, ainsi que les industries de transformation. Cette pluralité témoigne d'une volonté d'ancrer l'entrepreneuriat étudiant dans des filières à forte valeur ajoutée et à impact économique direct. Certaines universités se distinguent par le nombre de projets financés. C'est le cas de l'université Mustapha Stambouli de Mascara, qui arrive en tête avec 17 projets approuvés. Ces initiatives concernent principalement l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, tout en intégrant égale-

ment des activités liées à la santé, aux travaux publics et au textile. Les universités de Béjaïa, d'El Oued et de Tipaza figurent également parmi les établissements les plus bénéficiaires, avec six projets chacun. À Béjaïa, les projets sont majoritairement orientés vers la santé et les services, tandis qu'à El Oued, l'agriculture et les services constituent les principaux axes. À Tipaza, les projets retenus touchent à la médecine, à l'industrie, au textile et au bâtiment. D'autres pôles universitaires affichent une dynamique comparable. Les universités de Sétif 1 - Ferhat Abbas, de Tlemcen et de Laghouat ont chacune obtenu le financement de cinq projets, répartis entre plusieurs secteurs, dont les services de santé, l'agriculture, l'industrie, les laboratoires d'analyses et les structures de soins spécialisés. L'université de Skikda se démarque également avec cinq projets validés, essentiellement orientés vers les services, en complément d'activités liées à l'agriculture et à la santé. Plusieurs établissements ont, par ailleurs, bénéficié de financements significatifs. Les universités de Guelma, Sidi Bel-Abbès et Laghouat comptent chacune quatre projets retenus. Biskra, El Bayadh et Souk Ahras enregistrent, quant à elles, des projets dans les domaines de la santé et des services spécialisés. D'autres universités, à l'image de Constantine, de l'USTHB d'Alger, de Médéa, de Relizane, de Tiaret, de Khenchela et de Blida, participent à cette dynamique à travers des projets ciblant l'industrie, la pharmacie, l'artisanat, la

santé ou encore le contrôle technique. Cette nouvelle vague de financements s'ajoute à celles déjà approuvées auparavant. Une première série de 96 projets avait été validée entre le 26 octobre et le 6 novembre, couvrant des secteurs tels que l'industrie, l'agriculture et l'élevage, les services, la santé et la pharmacie, le bâtiment et les travaux publics, le tourisme, ainsi que la communication et les professions libérales. Une seconde liste, comprenant 61 projets supplémentaires, a été approuvée fin novembre et début décembre, dans des domaines similaires, confirmant la continuité de l'effort engagé. Ces initiatives s'inscrivent dans une orientation plus large adoptée ces dernières années par l'université algérienne, qui mise de plus en plus sur l'entrepreneuriat étudiant comme levier d'innovation, de lutte contre le chômage et de diversification de l'économie nationale. L'objectif est de faire de l'université un espace de création de valeur, en complément de sa mission académique traditionnelle. À ce titre, près de 84 centres de développement de l'entrepreneuriat, appuyés par un réseau d'incubateurs, sont aujourd'hui opérationnels au sein des établissements universitaires. Ils assurent l'accompagnement des étudiants porteurs de projets à travers des actions de formation, de conseil administratif et de facilitation de l'accès au financement, consolidant ainsi l'écosystème national de l'entrepreneuriat universitaire.

BOUIRA

Une production de 5,5 millions de litres d'huile d'olive prévue

Selon le directeur des services agricoles de la wilaya de Bouira, Zine Labidine Bendjaballah, une production de 5,5 millions de litres de l'huile d'olive est attendue cette saison, soit une baisse de la production par rapport à l'année précédente qui a connu une production de 6,5 millions de litres. Il a expliqué que cette baisse est due à plusieurs facteurs dont le dérèglement climatique qui affecte la floraison et la pollinisation.

La cueillette des olives bat son plein à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira, où la direction des services agricoles (DSA) table sur une production de 5,5 millions de litres d'huile d'olive pour la campagne 2025-2026. La campagne oléicole a déjà commencé depuis quelques semaines à travers plusieurs oliveraies et champs oléicoles répartis sur les différentes communes de la wilaya à l'image de Lakhdaria, M'Chedallah, Ain Bessam, Bechloul, El Adjiba, El Asnam, et bien d'autres connues pour leur production abondante d'huile d'olive. « Cette saison, nous nous attendons à une production de 5,5 millions de litres de l'huile d'olive, soit une baisse de la production par rapport à l'année précédente qui a connu une production de 6,5 millions de litres », a déclaré à l'APS le directeur des services agricoles, Zine Labidine Bendjaballah. Cette baisse est due à plusieurs facteurs dont le dérèglement climatique qui affecte la floraison et la pollinisation, selon le même responsable. A travers certains champs et oliveraies à El Adjiba, Bechloul et M'Chedallah, les oléiculteurs et les paysans locaux s'attendent à la baisse de la production



oléicole, en raison des aléas climatiques, notamment le manque de la pluviométrie. Mohamed-Said, un oléiculteur de Semmache (El Adjiba), explique la baisse de la production des olives à « l'alternance qui caractérise l'olivier, un phénomène cyclique qui fait qu'une année de forte production est suivie d'une année de faible production ».

Cette régression de production n'a, toutefois, pas empêché les oléiculteurs de sortir dans leurs champs pour cueillir les olives dans la même ambiance de joie et d'entraide qui marque la saison oléicole chaque année. Pour réussir la campagne, plus de 230 huileries dont 43 traditionnelles, 86 semi-automatiques et 106 automa-

tiques sont ouvertes depuis le début de la cueillette des olives pour recevoir les quantités des olives cueillies. La wilaya de Bouira compte une superficie oléicole globale de 37.000 hectares, dont plus de 28.000 ha en production, selon les données de la DSA.

SAÏDA

Un nouveau centre spécialisé en maladies rénales et de dialyse

Les travaux de réalisation d'un nouveau centre spécialisé dans les maladies rénales et la dialyse ont été lancés dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des équipements publics. Selon la même source, ce nouvel établissement de santé, dont les travaux ont débuté au cours de la semaine en cours, est implanté dans la commune de Sidi Boubekeur sur une superficie totale de 1.500 mètres carrés. La structure comprendra une unité dédiée aux maladies rénales et à la dialyse, une unité de dialyse péritonéale, ainsi qu'un laboratoire d'analyses. Le délai de réalisation du projet a été fixé à 12 mois, souligne-t-on. Une fois achevé, le centre sera doté d'équipements modernes de dialyse, en plus de l'ensemble des moyens médicaux et des équipements de laboratoire nécessaires, afin d'assurer une prise en charge optimale des patients souffrant d'insuffisance rénale. Par ailleurs, le secteur de la santé dans la wilaya de Saïda sera renforcé, dès le début de l'année prochaine, par un autre centre spécialisé dans les maladies rénales et la dialyse, dont les travaux sont déjà achevés et qui se trouve actuellement en phase d'équipement par la Direction de la santé et de la population de la wilaya, a-t-on encore informé. A rappeler que durant les cinq dernières années, le secteur a bénéficié du renforcement du service de dialyse et des maladies rénales de l'hôpital Ahmed-Medegheri de Saïda, ainsi que de l'ouverture de deux cliniques spécialisées dans le même domaine dans les communes de Saïda et de Sidi Ameur, dans le cadre de l'investissement privé.

EL TARF

OCTROI DE 127 AUTORISATIONS DE FONÇAGE DE PUIITS AGRICOLES DEPUIS DÉBUT 2025

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a accordé 127 autorisations de fonçage de puits agricoles depuis le début de l'année 2025 à travers le guichet unique dédié à cette opération, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction. Ces autorisations portent sur le fonçage de 127 forages d'irrigation agricole destinés aux cultures stratégiques dont celle des fourrages ainsi qu'aux autres cultures dont la viticulture et l'agrumiculture qui font la réputation de cette

wilaya, a indiqué le chef du service de mobilisation des ressources hydriques à cette direction, Abdelkrim Salem. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts d'appui au secteur et de consolidation des ressources hydriques dirigées vers l'irrigation, selon la même source qui a ajouté que l'octroi de ces autorisations vise à accompagner les agriculteurs et leur permettre d'exploiter l'eau en irrigation d'une manière légale et organisée dans le respect des normes techniques et écologiques

liées à la préservation de la nappe phréatique. Le même cadre a ajouté que 61 dossiers de demande d'autorisation de fonçage de puits agricoles sont actuellement traités, soulignant que les procédures légales seront effectuées dont les relevés de terrain à réaliser par la commission technique de l'Agence nationale de ressources hydriques pour désigner l'endroit de fonçage du puits avant l'octroi de l'autorisation signée par le wali. La wilaya d'El Tarf a enregistré un accroissement

de la surface agricole irriguée passée de 14.000 hectares durant la saison agricole 2024-2025 à 20.000 hectares durant l'actuelle saison 2025-2026, a-t-on indiqué. L'étude des dossiers de fonçage de puits est menée en coordination avec plusieurs instances concernées dont les deux directions des services agricoles et de l'environnement pour assurer une exploitation rationnelle des ressources hydriques et empêcher tout fonçage anarchique.

BATNA

LE PROJET D'EXTENSION DE L'EHS MÈRE-ENFANT BIENTÔT RÉCEPTIONNÉ

Le projet d'extension de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Mère-Enfant Meriem-Bouattoura de Batna sera réceptionné au « premier semestre 2026 », a affirmé le wali, Riadh Benhamed, lors d'une sortie de terrain consacrée, mardi soir, aux établissements de santé. Le même responsable a précisé que cette structure, qui comprend désormais, grâce à cette extension, 3 étages, « n'attend plus que l'installation des équipements qui interviendra dans le cadre d'une opération sectorielle dont toutes

les procédures administratives ont été finalisées ». Cette extension, qui a inclus les urgences de chirurgie pédiatrique, permettra d'augmenter, à la faveur de l'ajout de 60 nouveaux lits, la capacité de cet établissement hospitalier pour la porter à 300 lits, selon le chef de l'exécutif local. S'agissant de l'établissement public de santé de proximité (EPSP), il a bénéficié, en raison de son ancienneté, d'une enveloppe de plus de 300 millions de dinars destinée à une réhabilitation qui devrait être entamée en 2026, a

encore fait savoir M. Benahmed. Le wali a également inspecté, au cours de sa tournée, les locaux des urgences médico-chirurgicales « défunt Moudjahid Dr. Mahmoud-Athamana », à la cité Bouzou-rane, l'Etablissement public hospitalier (EPH) « défunt Moudjahid Haouès-Salah », le Centre hospitalo-universitaire (CHU) « Martyr Touhami-Benfli » et l'EHS régional de lutte contre le cancer « défunt Moudjahid Belkacem-Hamdiken ». Le premier responsable de la wilaya s'est enquis des préoccupations du per-

sonnel médical de ce dernier établissement après avoir visité, auparavant, certains services du CHU où il a inspecté les travaux d'aménagement et d'extension en cours au service de réanimation. Il a insisté, sur place, sur l'accélération du rythme des travaux restants afin que ce service soit opérationnel « au début de l'année prochaine ». Le responsable de l'exécutif local a par ailleurs présidé une cérémonie de remise de 9 ambulances médicalisées à des établissements de santé dans plusieurs communes.

Transformer le système alimentaire mondial est essentiel pour freiner le changement climatique et améliorer la santé. C'est ce qu'affirme une étude récente publiée dans la revue *Nature Food*. Selon les scientifiques, la transformation du système alimentaire mondial vers un modèle durable pourrait être décisive pour limiter l'augmentation de la température de la planète.

Par Amel B

L'alimentation pèse lourd dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre. La production et la consommation alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, alerte un rapport de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique (PIK), un centre de recherche allemand de renommée mondiale, multidisciplinaire, publié dans la revue *Nature Food*. Les scientifiques avertissent que la transformation du système alimentaire mondial vers un modèle durable pourrait être décisive pour limiter l'augmentation de la température de la

planète. L'étude a analysé 23 leviers de changement et a conclu que, si le système alimentaire devient plus durable, les chances de respecter la limite de 1,5 °C d'augmentation en 2050 atteignent 38 %, et celles de ne pas dépasser les 2 °C atteignent 91 %. Selon les chercheurs, l'impact est encore plus grand si cette transformation est intégrée à d'autres mesures : croissance démographique réduite, abandon accéléré des combustibles fossiles, promotion des bioplastiques et utilisation accrue du bois dans la construction. De plus, cela aurait des effets positifs sur la santé humaine, la justice sociale, l'économie et la protection de l'environnement. La transition vers un système alimentaire durable réduirait

les risques associés à l'alimentation, tels que le diabète et les maladies cardiovasculaires, en plus de diminuer la pauvreté extrême. Selon ce rapport, ce changement augmenterait également l'espérance de vie, réduirait la pollution par l'azote et contribuerait à l'équité sociale. La proposition s'appuie sur ce qu'on appelle le « régime alimentaire planétaire sain », qui recommande moins de sucre, de viande et de produits laitiers, et plus de légumineuses, fruits, légumes, noix et céréales complètes.

DES ALIMENTS À CARBONE NÉGATIF

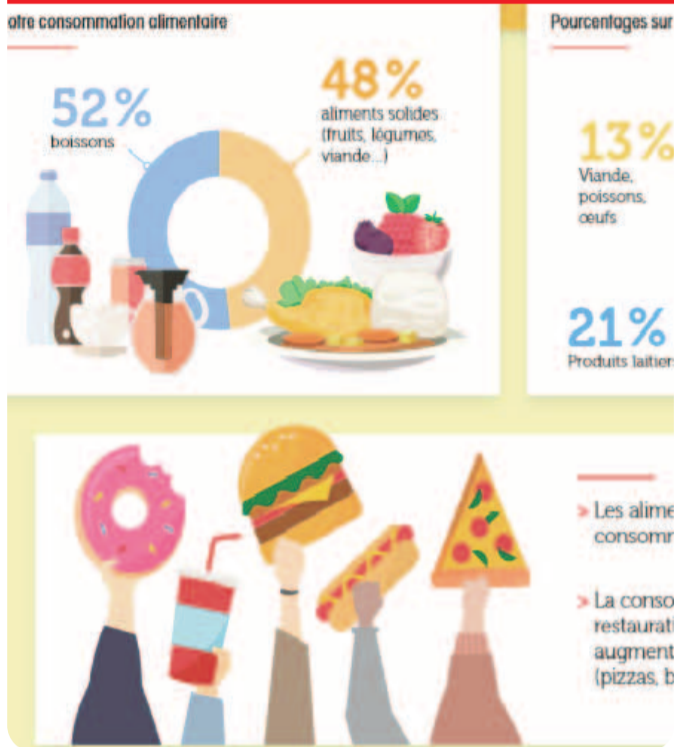
Transformer le système alimentaire est crucial pour lutter contre le changement climatique et promouvoir la justice sociale et l'économie,

indique le rapport qui a analysé des mesures liées à l'agriculture durable, la conservation de l'environnement, la réduction des barrières commerciales et la promotion de salaires décents dans les pays à faibles revenus. Dans les économies plus riches, il est proposé de progresser vers des modèles de production moins intensifs en capital, favorisant des pratiques plus résilientes et équitables. Selon ces données, « les modèles alimentaires non durables sont responsables d'une grande partie des émissions de GES, de l'utilisation intensive de l'eau douce et de problèmes de santé tels que l'obésité, la malnutrition et les maladies non transmissibles. De plus, ils génèrent une énorme perte et gaspillage de nourriture ». Les preuves scientifiques soulignent qu'un système alimentaire durable est fondamental pour un avenir plus sain et plus juste. Selon les scientifiques, « intégrer la production, la distribution et la consommation d'aliments de manière à bénéficier à la fois aux personnes et à la planète permettra de réduire les émissions, protéger la biodiversité et garantir la sécurité alimentaire sans laisser personne de côté ». Ainsi, améliorer l'efficacité des pratiques agricoles, réduire la déforestation, diminuer le gaspillage et encourager des régimes alimentaires moins dépendants de produits très émetteurs — notamment certaines viandes — sont autant de leviers pour réduire l'empreinte climatique du système alimentaire.

A.B.

CLIMAT

Le poids du système alimentaire dans les émissions de gaz



POUR LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Une planète de plus en plus chaude en 2026

La Météorologie du Royaume-Uni (Met Office) anticipe que l'année prochaine, 2026, marquera la quatrième année consécutive où la température mondiale de la surface terrestre dépassera les 1,4 °C par rapport aux niveaux préindustriels (1850-1900). La prévision centrale indique une augmentation de 1,46 °C, légèrement inférieure au record de 1,55 °C enregistré en 2024, mais toujours parmi les valeurs les plus élevées jamais observées. Le Met Office considère qu'il est "probable" que 2026 se classe parmi les quatre années les plus chaudes de l'histoire, juste derrière 2024. La principale cause de cette augmentation est la concentration croissante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Adam Scaife, chef de l'équipe de prévisions mondiales, a expliqué que "les trois dernières années ont dépassé les 1,4 °C et nous prévoyons que 2026 sera la quatrième consécutive. Avant cette augmentation soudaine, la température mondiale n'avait jamais dépassé les 1,3 °C". La fourchette estimée pour 2026 se situe entre 1,34 °C et 1,58 °C, avec une moyenne de 1,46 °C au-dessus de la période préindustrielle. En 2024, un dépassement temporaire des 1,5 °C a été enregistré pour la première fois, et les prévisions suggèrent qu'il pourrait se répéter en 2026. Selon Nick Dunstone, chercheur au Met Office, cela montre la rapidité avec laquelle le monde se rapproche de l'objectif de 1,5 °C fixé dans l'Accord de Paris. La communauté scientifique avertit que dépasser cette limite pourrait déclencher des impacts climatiques plus graves, des phénomènes météorologiques extrêmes et une réduction des options d'adaptation. Chaque fraction de degré évitée est cruciale pour minimiser les risques. L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a estimé que le niveau actuel de réchauffement climatique est de 1,37 °C au-dessus de la moyenne de 1850-1900, sur la base des observations de la dernière décennie et des projections pour 2015-2034. L'Arctique reflète clairement cette tendance : entre octobre 2024 et septembre 2025, la température la plus chaude depuis 1900 a été enregistrée, et les dix dernières années ont été les moins froides jamais documentées dans la région. La 20e édition du Arctic Report Card, dirigée par l'agence américaine NOAA, a réuni 112 scientifiques de 14 pays et a confirmé que l'automne 2024 et l'hiver 2025 ont été les plus chauds de toute la série historique. De plus, depuis 2006, la température annuelle dans l'Arctique a augmenté à plus du double du rythme mondial. Les projections pour 2026 confirment que la planète continue sur une voie de réchauffement accéléré, avec l'Arctique comme région la plus vulnérable. Les preuves scientifiques soulignent l'urgence de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation pour faire face à un scénario de plus en plus extrême.

EUROPE : L'alcool à l'origine d'un tiers des décès liés à des blessures

Un décès sur trois lié à des blessures est attribuable à la consommation d'alcool en Europe, a averti, jeudi, la branche européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur les 145 000 morts en Europe dues à des blessures recensées en 2019, la part liée à l'alcool reste écrasante, qu'il s'agisse d'accidents de la route, de chutes, de violences ou d'actes d'automutilation – un bilan que les fêtes de fin d'année risquent encore d'alourdir. Selon l'OMS, aucune autre substance psychoactive ne contribue autant aux blessures accidentelles et intentionnelles, qu'elles soient fatales ou non. L'Europe affiche d'ailleurs les niveaux de consommation d'alcool les plus élevés au monde. L'agence estime que l'alcool y provoque environ 800 000 décès par an, soit un décès sur onze. « L'alcool est

une substance toxique qui non seulement provoque 7 types de cancer et d'autres maladies non transmissibles (MNT), mais altère également le jugement et la maîtrise de soi, ralentit les temps de réaction, réduit la coordination et favorise les comportements à risque », rappelle Carina Ferreira-Borges, conseillère régionale pour l'alcool, les drogues illicites et la santé en milieu carcéral à l'OMS. Le lien entre alcool et violence est, selon l'agence, l'un des plus constants observés en santé publique. En 2019, 26 500 décès ont été imputés à la violence interpersonnelle dans la région ; plus de 40 % étaient liés à la consommation d'alcool. Celui-ci a également contribué à plus d'un tiers des décès par automutilation. L'alcool agit aussi comme catalyseur des violences conjugales. La

consommation nocive chez les hommes constitue un facteur de risque majeur de passage à l'acte. À l'inverse, les conséquences pèsent durablement sur les victimes. La vulnérabilité est particulièrement marquée chez les jeunes qui sont davantage exposés aux consommations excessives ponctuelles, caractérisées par l'ingestion rapide de grandes quantités d'alcool. « Ce comportement augmente considérablement le risque de blessures involontaires telles que les accidents de la route, les noyades et les chutes, ainsi que la violence et l'automutilation », explique Jonathon Passmore, conseiller régional de l'OMS pour la sécurité routière. L'alcool demeure ainsi l'un des principaux facteurs d'invalidité et de décès prématuré liés aux blessures chez les jeunes.

FUSÉE CHINOISE LONGUE MARCHÉ-8A : Lancement de nouveaux satellites Internet

La Chine a lancé vendredi une fusée porteuse Longue Marche-8A depuis la province insulaire de Hainan, dans le sud du pays, envoyant un groupe

de satellites Internet en orbite. La fusée a décollé à 7h26 (heure de Pékin) du site de lancement commercial de vaisseaux spatiaux de Hainan.

Elle a placé avec succès sa charge utile, le 17e groupe de satellites Internet en orbite basse, sur l'orbite prédéfinie.

SOUDAN

Alerte sur une flambée de rougeole au Darfour

L'ONG Médecins sans frontières (MSF) a mis en garde, vendredi, contre une flambée croissante de rougeole dans la région du Darfour, au Soudan, après l'enregistrement de plus de 1300 cas depuis septembre dernier, évoquant des retards dans la mise en œuvre de campagnes de vaccination urgentes et efficaces.

Plus de 1300 cas de rougeole ont été recensés depuis septembre dans des structures de santé soutenues par MSF, et ce malgré des avertissements répétés concernant la nécessité de lancer des campagnes de vaccination d'urgence et de reprendre les programmes de vaccination de routine, a indiqué l'organisation dans un communiqué. Selon la même source, les retards dans l'acheminement des vaccins, ainsi que les reports successifs des campagnes de vaccination réactive, ont laissé les enfants sans protection alors que l'épidémie continue de se propager. La crise humanitaire au Soudan s'est aggravée depuis l'éclatement, en avril 2023, d'un conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR). Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé environ 15 millions de personnes. L'organisation a également appelé l'UNICEF à coordonner de toute urgence les efforts visant à intensifier l'acheminement des vaccins, des seringues et des fournitures essentielles vers la région. Elle a, en outre, demandé aux



ministères de la Santé, aux niveaux fédéral et étatique, de lancer immédiatement une campagne de vaccination contre la rougeole et de rétablir les programmes de vaccination de routine. Pour sa part, Ahmed Fadel, coordinateur des urgences de MSF au Darfour, a rappelé que la rougeole peut être évitée grâce à la vaccination de routine et aux campagnes réactives menées en temps

voulu, mais que ces deux mécanismes ont été sévèrement limités par le conflit, les obstacles administratifs et les retards de certains acteurs clés. Ces retards exposent les enfants à des maladies potentiellement mortelles, a déclaré Fadel. Il a ajouté que plus de 34 % des patients dans les villes de Zalingei et Nyala souffrent de malnutrition aiguë, une situation qui

aggrave les symptômes de la rougeole et peut rapidement entraîner des complications graves et potentiellement létales, telles que la pneumonie et l'encéphalite. Parallèlement, les trois Etats du Kordofan (Nord, Ouest et Sud) connaissent depuis plusieurs semaines de violents affrontements entre l'armée et les FSR, contraignant des dizaines de milliers de personnes à fuir.

CAMBODGE-THAÏLANDE

Accord pour un cessez-le-feu immédiat

La Thaïlande et le Cambodge sont convenus samedi d'un cessez-le-feu immédiat, en vigueur à partir de midi aujourd'hui (05h00 GMT), après plusieurs semaines de tensions. Les ministres de la Défense des deux pays ont déclaré dans un communiqué conjoint : « Les deux parties conviennent de maintenir le déploiement actuel des forces sans mouvements supplémentaires. » Les ministres se sont rencontrés à un poste de contrôle frontalier entre la province cambodgienne de Bălin et la province thaïlandaise de Chanthaburi, après des discussions préliminaires au sein d'une commission frontalière mixte ces derniers jours. Le cessez-le-feu couvre tous les types d'armes ainsi que les attaques contre les civils, les infrastructures civiles et les objectifs

militaires dans toutes les zones. Il ne stipule également qu'aucune des deux parties ne doit entreprendre de nouvelles manœuvres militaires ni violer l'espace aérien de l'autre à des fins militaires. L'accord prévoit également qu'après 72 heures de maintien du cessez-le-feu, la Thaïlande restitue 18 soldats cambodgiens qu'elle détenait depuis le début des combats en juillet dernier, leur libération étant une demande majeure du côté cambodgien. L'accord cambodgien-thaïlandais appelle en outre les deux parties à respecter les conventions internationales interdisant le déminage et stipule qu'elles « s'engagent à s'abstenir de diffuser des informations fausses ou des rumeurs ». Le ministère cambodgien de la Défense a souligné dans un communiqué

publié sur les réseaux sociaux que « tout renfort aggravera les tensions et aura un impact négatif sur les efforts à long terme pour résoudre la crise ». L'accord, signé par les ministres de la Défense des deux pays après vingt jours de combats, met fin aux affrontements frontaliers qui avaient repris après l'effondrement d'un précédent cessez-le-feu auquel avait contribué le président américain Donald Trump, et qui avaient fait au moins 101 morts et déplacé plus d'un demi-million de personnes des deux côtés. Malgré ce nouvel accord annoncé aujourd'hui, le ministère cambodgien de la Défense a indiqué que la Thaïlande avait continué à mener des frappes aériennes, ciblant des positions au Cambodge jusqu'au samedi matin.

CHINE

L'industrie de l'intelligence artificielle dépasse 142 milliards de dollars

Le volume de l'industrie de base de l'intelligence artificielle en Chine a dépassé le seuil d'un billion de yuans (environ 142 milliards de dollars) au cours de l'année en cours, selon l'annonce faite vendredi par le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information. Le ministère a précisé son intention de renforcer le développement et l'expansion des industries émergentes et futures, tout en intensifiant le soutien à la

recherche et au développement dans le domaine de l'intelligence artificielle, afin de consolider l'innovation en tant que moteur principal de la croissance industrielle. Son plan d'action inclut le développement de nouvelles industries phares, notamment les circuits intégrés, les technologies d'affichage avancées, ainsi que les industries liées à l'espace et à la biomédecine. Le ministère prévoit également que la valeur ajoutée totale des

grandes entreprises industrielles connaîtra une croissance de 5,9 % sur un an en 2025. Selon les mêmes données, la valeur ajoutée des grandes entreprises opérant dans le secteur de la fabrication de haute technologie et des entreprises de fabrication d'équipements avancés a augmenté de 9,2 % et 9,3 % respectivement entre janvier et novembre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente.

A LA VEILLE DE LA RENCONTRE ENTRE ZELENSKY ET TRUMP

Discussions conjointes sur l'Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, rencontre ce dimanche le président américain Donald Trump en Floride pour discuter des garanties de sécurité pour l'Ukraine, tandis que des pourparlers téléphoniques entre les États-Unis, l'Ukraine et l'Europe sont prévus aujourd'hui sur le règlement en Ukraine. Zelensky a déclaré aux journalistes qu'il discuterait avec Trump des garanties de sécurité pour l'Ukraine, précisant que le plan de 20 points en cours de discussion est prêt à environ 90 %. Le président ukrainien a ajouté qu'un « accord économique » serait également abordé, tout en soulignant qu'il ne pouvait pas confirmer si une « formule finale » serait adoptée pour quoi que ce soit. Il a également indiqué que la partie ukrainienne soulèverait des « questions concernant les territoires ». Zelensky a précisé que l'Ukraine « souhaite que les Européens participent », ajoutant : « Nous devons, sans aucun doute, trouver dans un avenir proche une formule qui ne limite pas la participation à l'Ukraine et aux États-Unis seulement, mais qui inclut également l'Europe. » La Maison-Blanche a indiqué tard vendredi que le président américain rencontrera le président ukrainien à Palm Beach, en Floride, dimanche à 15h00 heure locale (20h00 GMT). Cette rencontre vise à poursuivre les discussions sur les efforts de règlement en Ukraine. Par ailleurs, un porte-parole de la Commission européenne a déclaré à l'agence Reuters que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, participera à un appel téléphonique samedi avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le président américain Donald Trump et d'autres dirigeants européens.

ÉTATS-UNIS

Des tempêtes perturbent des milliers de vols

Aux États-Unis, des milliers de vols ont été retardés ou annulés vendredi en raison de tempêtes, touchant le trafic aérien en plein pic des fêtes de fin d'année, selon le site de suivi FlightAware et les services météorologiques américains (NWS). De « fortes chutes de neige » sont notamment attendues dans la région de New York en fin de journée vendredi et jusqu'à samedi matin, ainsi que sur les chaînes de montagne des Rocheuses et des Cascades (nord-est), a indiqué le NWS dans la matinée. Des « pluies verglaçantes » et du « grésil » doivent par ailleurs toucher la zone des Grands Lacs. La « rivière atmosphérique », qui déclenche depuis jeudi des pluies torrentielles, des crues soudaines et des alertes aux coulées de débris dans le sud de la Californie, s'atténuera au fil de la journée, selon les services météo. Au total, 1.364 vols avaient été annulés et 4.267 retardés à 18h30 GMT, a comptabilisé FlightAware, selon lequel les aéroports de New York et Chicago étaient parmi les plus affectés. A New York et dans l'Etat voisin du New Jersey, où sont attendus jusqu'à 20 cm de neige par endroits, les autorités ont appelé les habitants à limiter les déplacements. « Tous les New-Yorkais doivent se préparer – évitez de conduire si possible et accordez-vous plus de temps dans les transports en commun », a demandé le maire Eric Adams dans un communiqué.

CAN 2025 (GROUPE E)

Algérie-Burkina Faso, le premier vrai test des Verts ce soir

Après une entrée en matière convaincante face au Soudan, l'équipe nationale algérienne s'apprête à passer un cap important dans cette Coupe d'Afrique des nations 2025. Ce dimanche à Rabat, les Verts croisent le fer avec le Burkina Faso pour le compte de la deuxième journée de la phase de groupes (groupe E), dans un match qui s'annonce autrement plus disputé et plus fermé que le précédent.

Par Marouane A.



Face aux Soudanais, les hommes de Vladimir Petkovic affichent un visage rassurant, alliant maîtrise collective, efficacité offensive et solidité défensive. Une victoire nette qui a permis aux Verts de lancer idéalement leur tournoi et d'aborder cette deuxième sortie avec davantage de sérénité. Mais le décor change radicalement face aux Etalons, une sélection burkinabè réputée pour sa discipline tactique, son impact physique et son esprit de compétition, notamment lors des phases finales de la CAN.

Habitué à jouer les trouble-fête, le Burkina Faso s'est forgé au fil des éditions une solide réputation sur le continent. Finaliste en 2013, troisième en 2017 et quatrième en 2021, le pays a souvent su déjouer les pro-

nostics en s'appuyant sur un collectif bien huilé et des individualités capables de faire basculer une rencontre. Lors de leur premier match dans ce groupe E, les Etalons ont confirmé leur solidité en battant la Guinée équatoriale (2-1), dans une rencontre âprement disputée. Menés au score, les Burkinabè ont su faire preuve de caractère pour revenir dans la partie, montrant une nouvelle fois leur capacité à résister sous pression.

LE BURKINA, UN ADVERSAIRE SOLIDE

Sur le plan statistique, le Burkina Faso reste une équipe difficile à manœuvrer : lors de ses dernières participations à la CAN, elle encaisse rarement plus d'un but par match et affiche une

moyenne de possession équilibrée, misant davantage sur la transition rapide et le jeu direct que sur la domination stérile. Un style qui pourrait poser des problèmes à des Verts appelés à faire le jeu. Conscients de l'enjeu, les Algériens feront tout pour décrocher un second succès consécutif, synonyme de qualification quasi assurée pour les huitièmes de finale, avant un troisième match relativement plus abordable face à la Guinée équatoriale. Vladimir Petkovic pourrait profiter de cette rencontre pour procéder à quelques réglages, après avoir observé le rendement de son groupe lors de la première sortie. Sans bouleverser son onze, le sélectionneur national devrait ajuster certains équilibres, notamment

dans l'entrejeu, afin de mieux gérer l'impact physique adverse. Dans ce genre de rendez-vous, l'expérience reste un atout majeur. Les cadres de l'EN, à l'image de Riyad Mahrez et Baghdad Bounedjah, seront encore attendus au tournant pour apporter percussion, leadership et sang-froid dans les moments clés, tout en guidant une jeune génération appelée à monter en puissance au fil de la compétition. A Rabat, l'Algérie sait qu'elle devra se montrer patiente, lucide et rigoureuse pour venir à bout d'un adversaire coriace. Un vrai test de maturité pour des Verts ambitieux, déterminés à confirmer leur statut et à frapper un grand coup dès cette deuxième journée.

M. A.

PETKOVIC LUCIDE AVANT LE BURKINA FASO «La première rencontre sert toujours à corriger»

A la veille du choc face au Burkina Faso pour la deuxième journée de la phase de groupes de la CAN 2025, le sélectionneur national Vladimir Petkovic s'est présenté en conférence de presse hier à Rabat avec un discours empreint de lucidité et de sérénité. Le technicien helvético-bosnien n'a pas cherché à masquer les imperfections observées lors de la première sortie des Verts, tout en se montrant confiant quant à la progression de son équipe. «Il est important de reconnaître les problèmes auxquels nous faisons face», a d'emblée souligné Petkovic, estimant que le premier match constitue souvent une base de travail essentielle pour la suite de la compétition.

Conscient des erreurs commises, le sélectionneur national a affirmé avoir profité de cette entame pour apporter les correctifs nécessaires. «J'ai essayé, avec le groupe, de corriger certaines choses», a-t-il expliqué, mettant en avant le travail effectué à l'entraînement ces

derniers jours. Pour autant, Petkovic se dit satisfait de la dynamique générale et du cap emprunté par son équipe. «Je pense que nous avons réussi à orienter l'équipe dans la bonne direction», a-t-il assuré, laissant entendre que les Verts sont en constante évolution depuis le début du tournoi. Selon lui, la première rencontre permet souvent d'identifier les manques et d'ajuster les automatismes en vue du second match, généralement plus révélateur. «La première rencontre est toujours une occasion de corriger les erreurs lors du deuxième match», a-t-il ajouté. Concernant l'adversaire du jour, le sélectionneur national n'a pas tari d'éloges sur le Burkina Faso, qu'il considère comme l'un des sérieux prétendants à la qualification dans ce groupe. «Nous attendons le Burkina Faso, c'est une équipe très difficile et un candidat à la qualification», a prévenu Petkovic, appelant à la vigilance et à la concentration maximale. Le patron de la barre technique des Verts

a également insisté sur les qualités tactiques des Etalons, soulignant leur organisation et leur solidité collective. «Le Burkina Faso est une équipe difficile à manœuvrer, qui joue avec des lignes très rapprochées», a-t-il précisé, rappelant que cette sélection avait su tirer son épingle du jeu lors de sa première sortie dans la compétition.

M.A.

Angleterre : Belloumi frappe encore

Bachir Belloumi a marqué un superbe but en déplacement chez Sheffield Wednesday avec Hull City aujourd'hui/ Triplé passeur lors des cinq derniers matchs de son équipe, le milieu de terrain offensif Algérien de 23 ans confir-

me son grand retour avec cette fois un très joli but inscrit à l'extérieur. Alors que les locaux ont ouvert le score par Ingelsson, Belloumi va tenter d'égaliser par une frappe d'abord lointaine, avant de buter sur le gardien. Finale-

ment, à la 37e, il reçoit un ballon dans le couloir, remet dans l'axe avant de piquer dans le dos de son vis à vis. Il reçoit de nouveau la balle de Crooks en profondeur, anticipe et élimine un défenseur d'un crochet du gauche avant de marquer.

AÏSSA MANDI :

«MAHREZ EST ENCORE UN GRAND JOUEUR »

En conférence de presse d'avant-match face au Burkina Faso, Aïssa Mandi est revenu sur certains points d'actualité de l'Équipe Nationale. Demain, à 16h30, l'Algérie aura une meilleure connaissance de ce qu'est son réel niveau. En affrontant le Burkina Faso pour la seconde journée de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, les Verts se frottent à un adversaire de qualité, lui aussi vainqueur (bien que difficile) pour son entrée en lice, et évidemment principal rival dans ce groupe E. Aïssa Mandi, présent en conférence de presse aux côtés de Vladimir Petković, a ainsi débuté ses propos en valorisant son capitaine (et double buteur face au Soudan) Riyad Mahrez : «Riyad, tout le monde l'a vu, c'est encore un grand joueur. C'est notre leader, notre capitaine, c'est lui qui doit nous porter. Il assume ses responsabilités et il l'a toujours fait. Il a réalisé une bonne entrée en matière dans cette CAN et travaille énormément pour être au niveau auquel il a été contre le Soudan.» Il a également défendu l'idée d'une CAN tous les 4 ans (à partir de 2028) : «La CAN tous les quatre ans ? C'est une bonne chose. Tous les deux ans, c'est un peu répétitif. Tous les quatre ans, comme pour les championnats du monde en Europe ou en Amérique du Sud, c'est quelque chose de plutôt logique. Ils vont remplacer ça par un championnat, et je pense que c'est une bonne chose pour le continent africain.» Le défenseur, joueur le plus capé de l'histoire de la sélection, poursuivra en expliquant l'importance de regarder vers l'avenir, non à ressasser les deux dernières CAN ratées. Rendez-vous demain, messieurs !

DISTINCTION INTERNATIONALE

AMOURA PARMi LES 11 FOOTBALLEURS RÉVÉLÉS EN 2025

L'attaquant international algérien de Wolfsburg, Mohamed Amoura, est "l'un des 11 jeunes joueurs devenus stars en 2025 et que l'on pourrait voir régner sur la scène mondiale au cours de la prochaine décennie, selon la Fédération internationale de football (FIFA)". A 25 ans, l'ancien joueur de l'ES Sétif est le joueur le plus âgé de la liste et n'était pas à proprement dire un illustre inconnu avant 2025, mais l'année qu'il vient de réussir force le respect et l'a fait changer de dimension", a écrit l'instance suprême du football mondial sur son site officiel. "International depuis 2021, Mohamed Amoura a porté l'Algérie sur ses épaules en qualifications CAF pour le Mondial-2026 cette année, inscrivant dix des 16 buts de son équipe. Le meilleur buteur de la campagne africaine sera attendu au tournant en Amérique du Nord (pour la Coupe du monde, ndlr). En attendant, il régale aussi les supporters de Wolfsburg, lui qui a inscrit 6 buts en 14 apparitions en Bundesliga", ajoute la FIFA. Outre Amoura, actuellement avec la sélection nationale à la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025, la liste des 11 jeunes joueurs qui ont brillé en 2025 est composée, entre autres, de Rayan Cherki (Manchester City, France), Estêvão (Chelsea, Brésil), Lennart Karl (Bayern Munich, Allemagne), Franco Mastantuono (Real Madrid, Argentine), Nico O'Reilly (Manchester City, Angleterre), Dean Huijsen (Real Madrid, Espagne) et Désiré Doué (Paris Saint-Germain, France).

FRANCE

LE PSG INSISTE POUR MANU KONÉ

Paris résiste aux offensives anglaises, mais accélère ailleurs. En coulisses, le dossier Manu Koné chaud se dessine déjà pour janvier. Alors que plusieurs cadres offensifs attirent les convoitises outre-Manche, le Paris Saint-Germain affine sa stratégie pour le mercato d'hiver 2026. Fidèle à sa ligne directrice, le club de la capitale ferme la porte aux départs... tout en préparant un renfort ciblé, loin des projecteurs habituels. Direction l'Italie, où une piste prend de plus en plus de consistance. Le mois de janvier s'annonce chargé du côté du Camp des Loges. Deuxième de Ligue 1, le PSG fait face à un double mouvement classique de mi-saison : protéger ses talents et anticiper ses besoins. Bradley Barcola figure sur les tablettes de clubs anglais, Liverpool en tête, après l'échec de la piste menant à Antoine Semenyo, désor-

mais promis à un concurrent de Manchester City. Dans le même temps, la longue indisponibilité d'Alexander Isak pousse les Reds à réfléchir à une solution temporaire, avec une possible offre de prêt de six mois pour Gonçalo Ramos. Paris, de son côté, ne vacille pas. Des discussions existent avec les deux attaquants concernés afin de prolonger l'aventure. Le message reste clair : aucune vente prévue cet hiver. Mais en interne, les dirigeants avancent déjà sur un autre dossier, bien plus discret.

UNE OFFRE CONSÉQUENTE TRANSMISE À L'AS ROMA

Selon Gol Digital, le PSG a formulé «une offre ferme» pour Manu Koné. Aucun chiffre précis ne filtre officiellement, mais les informations publiées en novembre par le compte X PSG Inside-Actus évoquent

une proposition de 50 millions d'euros. Un montant cohérent avec l'estimation actuelle de Transfermarkt pour le milieu français de 24 ans. Une somme surtout très supérieure aux 18 millions d'euros déboursés par l'AS Roma en 2024, ce qui ouvrirait la porte à une opération très rentable pour le club italien.

Toujours d'après Gol Digital, l'Atlético Madrid suit également le joueur. Les Colchoneros envisageraient un montage incluant Giacomo Raspadori. Le dossier reste toutefois loin d'aboutir pour le club madrilène, moins avancé que Paris dans les discussions. Un détail renforce cette tendance : Frederic Massara, directeur sportif de la Roma, aurait récemment fait le déplacement à Paris afin d'évoquer directement ce transfert.

MANCHESTER UNITED-NEWCASTLE

BORGU S'ILLUSTRE LORS DU BOXING DAY

Manchester United : Encore une saison en enfer ? Scroll back up to restore default view. C'est un cadeau de Noël avec un peu de retard. Lors du Boxing Day contre Newcastle, Patrick Dorgu a signé son premier but en compétition officielle sous les couleurs de Manchester United depuis son arrivée au club en février dernier. Et pas n'importe quel but. Une superbe reprise de volée pour la victoire. Si Nick Woltemade dégage dans un premier temps la longue touche envoyé par Manchester United dans sa surface, le ballon revient dans les pieds de Patrick Dorgu

qui envoie une reprise de volée parfaite juste après l'entrée de la surface, directement dans le côté gauche du but d'Aaron Ramsdale. Le jeune Danois de 21 ans avait déjà marqué avec Manchester United lors de la Premier League Summer Series, le tournoi amical organisé aux Etats-Unis lors de la pré-saison, mais jamais en Premier League. Avec ce succès, les Red Devils restent dans le coup pour les places qualificatives pour les compétitions européennes avec dix points de retard sur le leader Arsenal, tandis que Newcastle stagne en milieu de tableau.



LIVERPOOL FC

Le remplaçant d'Alexander Isak trouvé

Quelques mois après avoir investi massivement pour renforcer son attaque, le club doit faire face à un problème inattendu. Alexander Isak, arrivé l'été dernier pour un montant record, est indisponible pour plusieurs mois suite à une grave blessure. L'urgence de combler ce vide est réelle, surtout avec une Premier League toujours aussi exigeante et des objectifs européens ambitieux. Alors que le mercato hivernal s'ouvre dans quelques jours, les dirigeants des Reds explorent toutes les pistes. Une solution pourrait provenir directement de Paris, offrant une opportunité stratégique pour relancer l'attaque et maintenir la compétitivité de l'équipe. Alexander Isak, recruté pour 145 millions d'euros, est devenu un problème pour Liverpool. L'attaquant suédois, en difficulté sur le plan sportif avec seulement deux buts inscrits en dix matches de Premier League, a aggravé la situation en se blessant gravement le 20 décembre sur le terrain de Tottenham, juste après avoir ouvert le score. Victime

Liverpool pense à un joueur du PSG pour l'absence d'Alexander Isak, blessé et forfait pour plusieurs mois. Liverpool traverse une période critique.

d'une fracture du péroné, il a été opéré de la cheville et devrait rester éloigné des terrains pendant plusieurs mois. Face à cette absence, le club anglais ne pouvait plus attendre et a immédiatement identifié un profil susceptible de compenser son manque de rendement offensif.

GONÇALO RAMOS, LE JOKER DE LUXE DU PSG DANS LE VISEUR DES REDS

Selon les informations rapportées par Football365, Liverpool cible désormais Gonçalo Ramos, attaquant du PSG, pour renforcer son secteur offensif dès le mercato hivernal. Malgré son jeune âge (24 ans) et son statut de joker aux yeux de Luis Enrique, Gonçalo Ramos affiche déjà dix buts toutes compétitions confondues cette saison. Les

recruteurs des Reds estiment qu'il dispose du profil nécessaire pour pallier l'absence d'Isak, grâce à sa polyvalence et son efficacité devant le but. Le Portugais, qui n'est pas considéré comme un titulaire indiscutable au PSG, pourrait ainsi bénéficier d'une opportunité majeure pour s'imposer sur le plan européen. Cette éventuelle transaction permettrait aux Reds de sécuriser leur attaque tout en offrant à Gonçalo Ramos un temps de jeu plus conséquent. Liverpool pourra également compter sur un effectif offensif solide comprenant Hugo Ekitike, Florian Wirtz, Cody Gakpo (actuellement blessé) et Federico Chiesa, garantissant une profondeur de banc nécessaire pour affronter la fin de saison exigeante.

Doyen des Bleus et ancienne gloire de Monaco : Serge Roy s'éteint à 93 ans

Le football français est en deuil. Outre la disparition de Jean-Louis Gasset, un autre nom du ballon rond s'est éteint. Serge Roy, ancien attaquant de l'AS Monaco et père d'Eric Roy, est décédé à Nice à l'âge de 93 ans. Né à Beaune en 1932, Serge Roy avait connu de belles années sur le Rocher en remportant la première Coupe de France de l'histoire du club de la Principauté en 1960 avant de devenir champion de France un an plus tard, en 1961. on ancien club lui a rendu hommage sur X: "L'AS Monaco est en deuil, Serge

Roy nous a quittés à l'âge de 93 ans. Sous le maillot Rouge & Blanc porté entre 1957 et 1962, l'ancien attaquant a remporté les premiers titres de l'histoire du Club, la Coupe de France 1960 puis le Championnat 1961. Nous adressons nos plus sincères condoléances à son fils Eric, à sa famille et à ses proches." Serge Roy avait connu plusieurs autres clubs de l'Hexagone. Il était passé par Besançon, l'Olympique de Marseille, Valenciennes ou encore l'OGC Nice, dernier club de sa carrière. Avec 62 buts inscrits en 127

matches, l'attaquant monégasque avait affolé les compteurs et cela lui avait permis de rejoindre l'équipe de France pour une petite sélection en 1961 (contre l'Espagne en match amical, défaite 2-0). Il s'agissait du plus ancien international français encore en vie. C'est, par ailleurs, lors de cette unique sélection chez les Bleus, que Serge Roy va se lier d'amitié avec Alfredo Di Stefano. L'attaquant du Real Madrid participera même au jubilé de Serge Roy au même titre qu'un certain Johan Cruyff.

"La mémoire de Serge Roy sera honorée lors de la prochaine réception à l'Allianz Riviera (Nice-Strasbourg, le 3 janvier)", a publié sur son site l'OGC Nice. De son côté, son fils Eric Roy, ému, a livré une réaction à L'Equipe: "On jouera contre Auxerre le 4 janvier avec Brest (lors de la 17e journée de Ligue 1), quelques jours après le décès de mon papa. C'est un joli clin d'oeil car, joueur, Guy Roux me présentait à chaque fois comme le fils du meilleur attaquant de Bourgogne de l'histoire."

Real Madrid : Jürgen Klopp ne viendra pas

Annoncé au Real Madrid comme l'éventuel successeur de Xabi Alonso, Jürgen Klopp a fait un choix fort pour son avenir. Les spéculations ont longtemps nourri les débats autour du banc du Real Madrid, surtout dans un contexte sportif fragilisé. Le nom de Jürgen Klopp revient avec insistance, symbole d'un renouveau rêvé et d'une autorité naturelle. Pourtant, derrière le fantasme, une réalité plus nuancée s'impose. Entre engagements contractuels, choix personnels et nouveau projet professionnel, les signaux envoyés sont clairs. Le climat

s'est tendu ces dernières semaines au Real Madrid, où les résultats irréguliers de Xabi Alonso ont relancé les interrogations sur l'avenir du banc. Dans ce contexte, Jürgen Klopp est rapidement apparu comme une option idéale aux yeux de certains observateurs. Libre depuis son départ de Liverpool en 2024, Jürgen Klopp incarnait un profil charismatique, capable de redonner une identité forte au Real Madrid. Mais très vite, les premières mises au point ont émergé, venues de son environnement professionnel actuel. Employé par le

groupe Red Bull depuis le 1er janvier 2025, Jürgen Klopp occupe désormais un rôle stratégique loin du quotidien des matches. Interrogé par le journal allemand Bild, Oliver Mintzlaff, CEO de RB Leipzig et dirigeant du groupe, a tenu à rappeler une réalité contractuelle limpide : «Son contrat ne comporte aucune clause de sortie et son engagement envers nous est incontestable». Une déclaration ferme, rapportée par Football365, qui referme déjà une première porte menant au Real Madrid.

LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Jeux de société. II. Un livre qu'on parcourt de A à Z. III. Impériale récompense. Premier ministre israélien. IV. Vieille armée. Obscurcir. V. Tubes de salle de bain. Accompagne le diplôme. VI. Dégaza. Futur réserviste. VII. Erbium. Légume qui pousse dans la terre et qu'on récolte parfois sous la glace. VIII. Chose peu commune. Rengaine. IX. Immérité. Tous à Rome. X. Perdues. Terminaison.

VERTICALEMENT

1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon.
2. Surchargé. La troupe des sans grade. 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne.
4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur.
5. Monte en l'air (et y reste). 6. Devant la Vierge. Os de vertébré. 7. Pied de vers. Coutumes.
8. Bourgeoisie révolutionnaire. 9. Grand lac. Maladie de l'oreille. 10. Activité où excellait Louis XVI.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

MOTS MÊLÉS

la ville qui ne dort jamais (New York)

ALGUE
AMERRIR
BAIE
BARRAGE
CRABE
DIGUE

ECLUSE
ECUME
ELEMENT
ESTRAN
ETALE
HOULE

ISTHME
JETEE
JUSANT
LAGON
LAISSE
LITTORAL

MAREE
MARNAGE
MASCARET
MEDUSE
MER
PASSE

PHARE
POLDER
SABLE
TEMPETE
VAGUES
VASIERE

T	E	B	A	R	C	E	L	B	A	S	E
N	S	T	F	H	O	U	L	E	R	E	U
E	T	T	E	S	U	D	E	M	T	I	G
M	R	N	M	P	O	L	D	E	R	A	L
E	A	A	A	E	M	A	J	G	L	B	A
L	N	S	H	E	R	E	I	S	A	V	E
E	S	U	C	P	S	I	T	R	I	I	M
E	I	J	N	A	M	U	R	L	S	S	U
L	I	T	T	O	R	A	L	R	S	T	C
M	A	R	N	A	G	E	R	C	E	H	E
V	A	G	U	E	S	A	T	E	E	M	E
D	I	G	U	E	T	A	L	E	E	E	A

ABLE PSY- CHIATRIQUE ATELIER DE PICASSO	JEUNE CROISÉE BOULÉ À PARIS	COLONNISTE PRIÈRE	QUARTIER DE LA BASTILLE ARTICLE	SACRÉ À MONT- MARTRE FRANC	AU LABO	LE TÊME À UN THÉÂTRE DANS LE SÈNE	PROBLÈME DE VACHE ENRAGÉE
CENTRE CULTUREL CHÂTÉE				NOTE LONGUEUR D'ONDES	BASSIN	JARDIN À VINCHENNES ADMINISTRAT- TEUR NOIR	JÈNE DERRIÈRE L'ECLEFIC
			PEINTRE AUX COULEURS VIVES			NOTE	
PÉRIODE D'HISTOIRE CONJONC- TION		PARLEMENT D'ACCA- DÉMIOEN	PONT D'APOLLON- NAIRE				
	RÈGLE FACE À LA MADELEINE				SANT HOMME DE LA MANCHE		BAIE PHONÉTIQUE EMULENE OU PARIS
NOUS TRANSPORT- TE DE JOE ENGAGÉE					CORTES DE DAUDET TOUT BLANC DE RIMBAUD		
							SAISON DES GLACES
PREPO- SITION ROCHE	FOYER CULTUREL	LIBRETTISTE COMIQUE TYPE	NÉGATION INGÉNIEUR DE SOUS- MARRIN	TROUBLE	FORCE ELECTRO- MOTRICE ERBBIUM		
		NE CONNAIT PAS LE RER PLAT DE TERRE			ARGON	PERSONNEL FIN DE MARI- FESTATION	
SENSIBLE				ENTRE EN SÈNE AMIC DE LA CITÉ			NOBLE
NELLE LA CANTATRICE	FRAPPE LES 3 COUPS MYSTÈRES					VERDIT LA SÈNE	CASSE-PIED
			VÉRIFIÉ			SOUS LE MANTEAU	
AGENT DE PUBLICITE RELATION			BASE DE DIABOLO	PORTE DU SUD			GARNIER OU BASTILLE
		RAVIR	SANT- PIERRE DERNIERE EMISSION		PIGEON À PIDALLE		
GÉNAI	CHAT DE BISANT MATÉRIAU MODERNE		AU MILIEU DU CIEL	LANGUE DU NORD	DÉBUT DE SÈRIE SEC ET LIQUIDE		CONSTRUC- TEUR DE PYRAMIDE
				POÈME LYRIQUE		SANT DES PYTHÉENES EXERCICES	
INTRA- MUCOS ABRUPT		LIQNE NOUVELLE		POUR FINIR FINIR		BIS BIS	
				EGÈRE DE MARNET			

SUDOKO

		9	1	3		6			7
		3	4						9
6				1					
1	8					7			
	6	5					3	8	
				6				2	5
						1			3
9							8	4	
4				2		3	5	1	

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

4	2	3	1	6	9	6	5	8	7
1	6	8	7	5	4	5	3	2	6
7	6	5	3	2	8	6	4	1	9
6	1	4	2	5	3	8	7	9	5
3	9	7	6	8	4	1	2	5	3
8	5	2	9	7	1	6	4	3	8
2	7	8	5	3	9	4	6	1	7
5	3	1	4	6	2	7	9	8	5
9	4	6	8	1	7	3	5	2	4

T	A	E		X	U	A	M	E	X
N		R	S	I	D		N	U	N
E		A	G	E	P	T	A	R	V
T	A	C	O	V	A	O	A	M	A
N	O	E	L	I		D		O	
E			O	G	E	L	E	L	E
S			R	O	I	L	E	M	E
S			C	N	T	E	O	D	O
E			E	R	I	E	T	O	R
I			N	N	O	N	A	R	R
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS

S	I	B	A	N	N	C	A	N	A	R	A	X	E	
R		O	O	O	E	E	T	E	H	U	P			
E	L		N	I	H	R	E	C	T	E	P	A	C	
D		U		A	G	T	A	N	E	O	D			
E	L	C	I	S	O	S	A	T	E	P	I	R	A	
F	O		E	E	R	E	L	E	G	E	D	E		
P			B	I	N	E				S	U	A		
C	K		Y	A	N	D	V	A	M	R	M	E		
E			I	C	A	V	A	V	A					
R			T	Y		R		D	U	T				
E			S	I				R		H	A	T		
			N	U				E		C	N	E		
X	A	J	A	X				T	E	N	I	T		
I	V							T	E	S	P	R	I	
R		S	S					M	O	T	M			
T								R	A	F	E	R	M	
A								D	E	L	T	A		
E								S	P	A	G	N	E	
B		A						D	E	B	M	N		

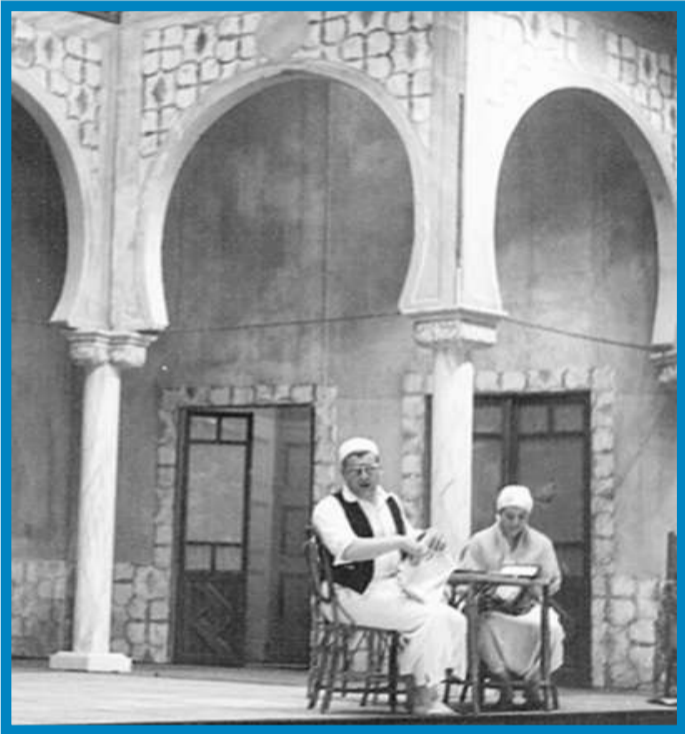
HISTOIRE DU THÉÂTRE ALGÉRIEN

Retour sur une décennie fondatrice (1973-1980)

Entre 1973 et 1980, le théâtre algérien a vécu l'une de ses périodes les plus fécondes, marquée par l'émergence d'une nouvelle génération et une forte ambition artistique. Réunis au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, dramaturges et chercheurs alertent aujourd'hui sur l'urgence d'écrire cette histoire, de sauvegarder ses archives et de transmettre un héritage menacé par l'effacement.

Par Samy Terki

Le théâtre algérien a connu, entre 1973 et 1980, une période décisive de son histoire. Une décennie d'effervescence artistique, d'expérimentations et d'émergence de nouvelles générations, aujourd'hui au cœur d'un travail de mémoire encore largement inachevé. C'est autour de cette séquence fondatrice qu'une table ronde s'est tenue jeudi matin à la salle Hadj-Amer du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), dans le cadre du Festival national du théâtre professionnel (FNTTP). Dramaturges, critiques, chercheurs et professionnels du 4^e art ont débattu d'un constat partagé, l'histoire du théâtre algérien existe, mais elle reste insuffisamment écrite, documentée et transmise. La rencontre, modérée par le dramaturge et metteur en scène Ziani Chérif Ayad, a mis en lumière l'urgence de préserver une mémoire menacée par l'oubli et le manque d'archivage. « Nous avons une histoire du théâtre algérien, mais nous ne l'avons pas encore écrite », a affirmé d'emblée Ayad. Pour lui, les archives ne se réduisent pas à des ouvrages poussiéreux ou à des documents figés, elles constituent le socle vivant de toute transmission artistique. Or, le déficit d'archivage des productions théâtrales a entraîné, au fil des décennies, la disparition d'une partie significative de cette mémoire collective. Un documentaire



projeté à cette occasion est revenu sur le rôle du Centre national des archives du théâtre algérien, présenté comme un véritable musée rassemblant textes, enregistrements, costumes et accessoires de scène. Mais Ayad a tenu à rappeler que cette responsabilité incombe aussi aux directeurs des théâtres régionaux, appelés à collecter et préserver les traces des créations produites dans leurs établissements. Revenant sur la période 1973-1980, Ziani Chérif Ayad l'a qualifiée sans détour de « grande période du théâtre algérien ». Une époque marquée par une exigence artistique forte et par l'existence de métiers aujourd'hui disparus ou marginalisés : habilleurs, costumiers,

accessoiristes, cordonniers de théâtre. Autant de savoir-faire qui entouraient la création scénique et en garantissaient la qualité. Pour le dramaturge, cette érosion explique en partie l'affaiblissement progressif du travail théâtral et renforce la nécessité de constituer un véritable répertoire national. Un projet auquel Kateb Yacine pensait déjà, a-t-il rappelé. Un tel corpus permettrait non seulement de préserver les grandes œuvres et figures de la dramaturgie algérienne, mais aussi d'offrir aux jeunes générations des outils pour relire, interroger et renouveler cet héritage. Le journaliste, dramaturge et critique Bouziane Benachour est revenu sur l'émergence, durant

ces années, d'une nouvelle génération formée à l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS). Diplômés et porteurs de nouvelles approches, ces jeunes créateurs ont investi les scènes avec des sujets audacieux, ouvrant le théâtre algérien aux questions sociales, politiques et idéologiques. Traductions, adaptations et écritures originales témoignaient d'une volonté de rupture avec les formes figées, au profit d'un théâtre plus proche des réalités sociales. Comédien issu de cette génération, Abdelhamid Rabia a rappelé l'ampleur du travail accompli durant cette période. Dix-neuf pièces ont été produites et enregistrées par la Télévision algérienne, a-t-il précisé. Parmi les œuvres marquantes figurent notamment Ah ya Hassan, Takhti Rassi, El Mawlid et Inssan Tayeb, devenues des références pour toute une génération de spectateurs. Le chercheur Kamel Chirazi a, quant à lui, replacé cette « production théâtrale » dans son contexte politique et social. Selon lui, le théâtre de l'époque reflétait les « orientations » idéologiques officielles, tout en mettant en scène les luttes, les aspirations et les contradictions du citoyen algérien. Les pièces abordaient des situations sociales problématiques afin de susciter la réflexion, en recourant à un langage simple, souvent proche de l'oralité, pour rester accessible au plus grand nombre.

S.T.

CONSTANTINE

Le caftan du kadi, un habit qui raconte l'histoire

À Constantine, ville suspendue entre rochers et ponts, le « caftan du kadi » ne relève pas seulement de l'apparat. Cet « habit » traditionnel, tissé de fils d'or et façonné par un savoir-faire ancestral, s'inscrit au cœur de l'histoire sociale et culturelle de l'est algérien. Né comme vêtement masculin associé à l'autorité judiciaire, il est devenu au fil du temps un symbole d'élégance féminine et un patrimoine reconnu bien au-delà des frontières du pays. Longtemps porté par les hommes, le caftan du kadi était étroitement lié à la figure du juge, personnage central de la société. « Il symbolisait le rang, le pouvoir et la dignité du kadi », explique Meriem Kebailia, directrice du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles (Palais Ahmed-Bey) à Constantine. Confectionné dans des étoffes nobles et brodé de fils d'or, il traduisait visuellement le statut de celui qui le portait. Avec le temps, cet habit d'apparat a quitté le seul cadre masculin pour s'imposer comme tenue de fête féminine. Une évolution qui n'a pas effacé son héritage, mais l'a enrichi. « La broderie destinée aux hommes se faisait selon la technique du medjboud, tandis que celle réservée aux femmes reposait sur la fetla, une variante plus fine », précise Aouiche Safinaz, présidente de l'association Les pionnières du Vieux Rocher et artisane spécialisée dans les vêtements traditionnels constantinois. L'histoire du caftan du kadi est solidement étayée par les archives. Des documents officiels datant du XVII^e siècle, notamment des contrats de mariage conservés dans les registres des tribunaux religieux, mentionnent « explicitement » le caftan parmi les éléments exigés de la dot. Un indice de son importance sociale et symbolique à l'époque. Son rayonnement dépasse toutefois le cadre local. Des pièces de caftan constantinois sont aujourd'hui conservées dans plusieurs musées à travers le monde. Le musée de Stockholm expose ainsi un caftan offert par Ali Pacha au roi de Suède en 1731, à l'occasion de la signature d'un traité de paix entre l'Algérie et le royaume scandinave. Entre 1868 et 1872, douze caftans algériens, accompagnés de trois gandouras et de cinq burnous, ont également été présentés au palais impérial de la Hofburg et au château de Schönbrunn, à Vienne. Certaines de ces pièces avaient été acquises en Algérie par l'impératrice Elisabeth de Wittelsbach, dite Sissi, lors de ses séjours dans le pays, d'autres lui ayant été offertes, brodées de fils d'or pur. Des musées de Damas conservent par ailleurs des caftans ayant appartenu à Zineb, fille de l'Émir Abdelkader, témoignant de la circulation de cet habit et de sa valeur symbolique dans l'histoire algérienne et régionale. La fabrication du caftan du kadi à Constantine reposait sur des méthodes traditionnelles singulières. Avant l'usage du gargaf, cadre circulaire en bois destiné à tendre le tissu, les artisans utilisaient une peau de mouton pour maintenir l'étoffe lors de la broderie. Les fils d'or étaient fixés selon un procédé ancien faisant appel à du sang de rate, ensuite séché, garantissant solidité et éclat à l'ouvrage. Ce « travail » minutieux, exigeant précision et patience, s'inscrivait dans un écosystème artisanal structuré, soutenu notamment par Dar El Debbagh, réputée pour la qualité de ses cuirs. Chaque pièce produite relevait autant de l'art que de l'artisanat. Aujourd'hui encore, le caftan du kadi continue d'être porté lors des grandes occasions, notamment les mariages. Il demeure un patrimoine vivant, transmis de génération en génération à Constantine et dans les régions de l'est algérien, à l'image du caftan de Tlemcen dans l'ouest du pays. Cette continuité a conduit à sa reconnaissance comme « patrimoine culturel mondial » par l'Unesco, consacrant un habit qui, au-delà de l'élégance, porte la mémoire et l'identité algériennes.

S.T.

LITTÉRATURE ET MÉMOIRE : Écrire la résistance algérienne en amazigh

Avec Ghef wudem-im a Tilelli (Pour toi, ô Liberté), publié en 2025 aux éditions Thinhinane, Khelidja Benkerrou inscrit la langue amazighe au cœur du récit de la résistance algérienne face au colonialisme français. Couronné du prix « Mon premier livre » lors de la 28^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila), dans la catégorie du meilleur roman en langue amazighe, l'ouvrage s'impose comme une contribution forte au travail de mémoire porté par la littérature. En 141 pages, l'autrice plonge le lecteur dans la Guerre de libération nationale à travers un récit accessible, ancré dans le vécu quotidien des Algériens soumis à un système colonial fondé sur la violence, la dépossession et la négation de l'humain. Le roman ne cherche ni l'héroïsation facile ni le pathos, mais donne à voir les sacrifices consentis, individuels et collectifs, qui ont façonné l'histoire du pays. Au centre du récit, une famille engagée dans la lutte anticoloniale, où la résistance se transmet comme un devoir moral. Belkacem, personnage principal, se sent investi de la responsa-

bilité de poursuivre le combat mené par ses deux frères tombés au champ d'honneur, mais aussi par son père, Ahmed, victime directe de la brutalité de l'armée coloniale. À travers son parcours, le roman restitue la dureté du quotidien sous la colonisation, répression permanente, pauvreté endémique, maladies et famine. La violence du système colonial apparaît sans détour. Le destin de Kaissa, épouse de Belkacem, morte faute de soins médicaux, suivi par la disparition de l'un de leurs enfants emporté par la peste, incarne l'abandon dans lequel étaient laissées les populations algériennes. La colonisation est ici décrite non comme un concept abstrait, mais comme une réalité matérielle faite de corps épuisés, de vies écourtées et de souffrances ordinaires. Malgré la guerre, la faim et les épidémies, le roman montre des hommes et des femmes « déterminés à préserver leur dignité ». La lutte n'est pas seulement armée, elle est aussi une résistance quotidienne face à l'effacement, à l'humiliation et à la mort. Cette « dimension confère au texte une portée

universelle, tout en restant profondément enracinée dans l'histoire algérienne. L'un des « apports majeurs » de Ghef wudem-im a Tilelli réside dans la place accordée aux figures féminines. Tassaadit, mère de Belkacem, incarne cette génération de femmes qui, malgré la perte de leurs fils et la violence subie, continuent de faire vivre l'espoir. Mère de martyrs, elle demeure une force de cohésion, semant la vie là où la mort s'impose. À travers elle, l'autrice rend « hommage » aux femmes algériennes, piliers de la résistance et actrices essentielles de la survie collective. Leur engagement, souvent invisibilisé, apparaît ici comme un élément structurant de la révolution nationale. Le roman fait également place à des « personnages emblématiques », à l'image de N'a Djouhra, doyenne du village. Gardienne de la mémoire, elle « incarne la sagesse populaire et la solidarité communautaire » dans un contexte de guerre. Présente dans les moments de joie comme dans l'épreuve, elle relie les « individus » à une histoire commune, transmise par la parole et l'expérience.

Trait d'esprit

« La plupart du temps, on ne résout pas les difficultés ; on les déplace, comme la poussière ».

Aymond d'Alost

Reconnaissance du Somaliland par l'entité sioniste : l'Algérie réagit

L'Algérie a fermement réagi hier à la décision de l'entité sioniste de reconnaître le Somaliland, qualifiant cette démarche d'« illégale » et d'atteinte grave à la souveraineté de la Somalie. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Alger a réaffirmé son soutien total à la République fédérale de Somalie. « L'Algérie condamne avec la plus grande fermeté cette reconnaissance du Somaliland, qui viole l'intégrité territoriale de la Somalie et constitue une menace directe pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région », souligne le communiqué. Le ministère ajoute que cette mesure constitue une violation manifeste des principes de la Charte des Nations Unies ainsi que des règles fondamentales du système africain, en particulier le respect des frontières nationales, socle de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Union africaine, garant de la paix et de la stabilité sur le continent. Par ailleurs, l'Algérie a réitéré son soutien constant à la Somalie face à cette menace, rappelant les risques que cette reconnaissance pourrait faire peser sur la sécurité et la stabilité de l'ensemble de la Corne de l'Afrique.

L'EN féminine écrit une page historique à la CAN-2024

L'équipe nationale féminine d'Algérie a réalisé un exploit historique en se hissant pour la première fois de son histoire jusqu'aux quarts de finale de la CAN-2024, disputée au Maroc et décalée en 2025. Cette performance marque la première étape vers les ambitions de la CAN-2026. Sous la houlette du sélectionneur Farid Benstiti, en poste depuis la fin 2022, les Algériennes ont progressivement construit un groupe solide, fondé sur la discipline, la cohésion et l'engagement collectif. Le travail méthodique du technicien français a porté ses fruits, offrant à la sélection nationale une assise tactique remarquable. Placées dans un groupe B relevé, comprenant la Tunisie, le Botswana et le Nigeria, nation la plus titrée du continent, les Vertes ont su se distinguer par leur solidité défensive, terminant le tournoi sans encaisser le moindre but avant de s'incliner aux tirs au but face aux « Black Queens » du Ghana (2-4, 0-0 après prolongations). Cette élimination ne ternit en rien l'exploit. Elle confirme au contraire l'émergence d'une génération prometteuse de joueuses capables de hisser l'Algérie parmi les meilleures équipes africaines. Des talents comme Morgane Belkhiter, Inès Boutaleb, Sofia Guellati, Roseleone Khezami, Lina Boussaha ou encore Ghoutia Karchouni incarnent désormais les ambitions du football féminin algérien. Avec la CAN-2026 en ligne de mire, au Maroc, ces joueuses visent à placer l'Algérie parmi les quatre meilleures sélections africaines, synonyme de qualification pour le Mondial féminin 2027 au Brésil, et poursuivre ainsi l'ascension du football féminin national sur la scène continentale et mondiale.

Relance industrielle à Guelma CYCMA s'apprête à redémarrer avec un partenariat sino-algérien

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a visité l'entreprise publique des bicyclettes, motocycles et applications (CYCMA) de Guelma pour évaluer ses capacités et planifier sa modernisation. L'unité, symbole du potentiel industriel régional, produit actuellement 30 000 unités par an et nécessite une mise à niveau technologique pour atteindre les standards de qualité et de compétitivité. Dans le cadre d'une stratégie de relance, CYCMA s'apprête à collaborer avec le constructeur chinois QJ Motor via un partenariat structurant, incluant un transfert de technologie, la formation de la main-d'œuvre nationale et l'intégration progressive de 40 % de contenu local sur cinq ans. Ce projet, après l'échec d'un précédent partenariat avec un acteur italien, ouvre des perspectives pour l'emploi, le développement industriel local et le renforcement de la souveraineté technologique de l'Algérie.

Décès du président d'honneur du CREA, Mohand Saïd Naït Abdelaziz

Les condoléances du chef de l'Etat

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté vendredi ses sincères condoléances et exprimé sa profonde sympathie suite au décès du moudjahid Mohand Saïd Naït Abdelaziz, président d'honneur du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). « C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le décès du moudjahid Mohand Saïd Naït Abdelaziz, président d'honneur du Conseil du

renouveau économique algérien », lit-on dans le message de condoléances du président de la République. « Le défunt était l'une des personnalités nationales les plus en vue dans le domaine de l'économie nationale, en plus de sa contribution efficace à l'activité syndicale et médiatique en ce qui concerne la réforme économique et l'amélioration du climat de l'investissement en Algérie », ajoute le texte. En cette douloureuse épreuve, « je présente

mes sincères condoléances et exprime ma profonde sympathie à sa famille ainsi qu'aux représentations patronales et syndicalistes, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir dans Son Vaste Paradis et de prêter à ses proches patience et réconfort. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons », a conclu le président de la République.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Dimanche 28 Décembre 2025//N° 1237// PRIX 20DA

A l'occasion du 68e anniversaire de sa disparition

Hommage à Abane Ramdane à Larbaa n'Ath Irathen

Un hommage a été rendu, hier, à Larbaa n'Ath Irathen, au chahid Abane Ramdane à l'occasion du 68e anniversaire de sa mort.

Un hommage à la mémoire du chahid de la Révolution algérienne, Abane Ramdane (1920-1957), a été organisé hier dans sa région natale de Larbaa n'Ath Irathen (wilaya de Tizi Ouzou), à l'occasion du 68e anniversaire de sa disparition. L'hommage a débuté par un recueillement au monument situé au centre-ville de Larbaa n'Ath Irathen, en présence des autorités locales, à leur tête le Secrétaire Général de la wilaya, Miloud Fellahi, de membres de la famille révolutionnaire et de nombreux citoyens. La délégation s'est ensuite rendue à Azouza, le village où se trouve la maison natale d'Abane Ramdane, transformée en musée dédié à sa mémoire. Dans des témoignages sur son parcours, des Moudjahidines ont mis en avant son rôle durant la Révolution, notamment dans la mise en place des méthodes de lutte politique et militaire pendant la Guerre de libération. Il a notamment contribué à l'organisation et à la réussite du Congrès de la Soummam (20 août 1956), qui a défini les structures et les priorités de la Révolution. Son héritage reste vivant dans la mémoire du peuple algérien, ont-ils souligné. À l'occasion de l'anniversaire de sa dispa-

rition, les participants ont rappelé les valeurs de sacrifice et de lutte pour la liberté et la dignité, pour lesquelles Abane Ramdane et les martyrs se sont sacrifiés. Il est à souligner que les activités commémoratives organisées par le comité du village d'Azouza ont débuté vendredi par une opération de plantation d'arbres au sein du village. Des activités sportives et culturelles ont été également organisées, tandis que la soirée a été consacrée à une veillée religieuse.



Renforçant la sécurité énergétique de son pays Pertamina expédie sa première cargaison de brut algérien vers l'Indonésie

Dans le cadre de ses activités en Algérie, la compagnie indonésienne Pertamina a expédié sa première cargaison de pétrole brut algérien vers l'Indonésie. Le navire transportant un million de barils a quitté le port d'Arzew, près d'Oran, le 24 décembre 2025, selon les médias indonésiens. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de l'Indonésie visant à renforcer sa sécurité énergétique par des approvisionnements à l'étranger. « Nous contribuons à la résilience énergétique de l'Indonésie grâce à des opérations efficaces et durables en Algérie », a déclaré Syamsu Yudha, PDG de Pertamina Internasional EP (PIEP), filiale de la sous-holding Pertamina Hulu

Energi. Le départ de la cargaison intervient seulement deux jours après la signature de trois contrats entre Petromina et Sonatrach portant sur l'enlèvement de pétrole brut, de condensat et de GPL. Le transport a été assuré dans le cadre de la coopération établie depuis plus de 25 ans entre les deux compagnies, consolidant ainsi un partenariat de longue durée. Cette première expédition fait suite à la prolongation du contrat de partage de production pour le bloc 405A du champ de Menzel Lejmet, co-exploité par Petromina et Sonatrach. Cette prolongation permet de poursuivre les opérations sur le bloc pour les 25 prochaines années, avec l'objectif de contribuer durablement à

l'approvisionnement énergétique de l'Indonésie. Pour Dharmawan H. Samsu, président-commissaire de PIEP, cette expédition représente l'aboutissement d'un long processus de négociation. Le 22 décembre, Sonatrach avait annoncé la signature des trois contrats de service avec Petromina, garantissant l'optimisation des enlèvements de pétrole brut, condensat et GPL depuis le périmètre Menzel Lejmet, Bloc 405A. Sonatrach s'est engagée à fournir toute son expertise en matière de programmation, coordination et suivi, assurant ainsi un approvisionnement fiable pour son partenaire indonésien.